

LE PATRIOTE

*Méfiez-vous
de l'homme
nu qui vous
propose
sa chemise.*

Hebdomadaire d'informations, d'analyses et d'opinions

200 Frs

15^e année

Enseignement secondaire

UN LYCÉE D'ENSEIGNEMENT GÉNÉRAL ENFIN OUVERT À OYO



Situé à mi-chemin entre Oyo et Edou, le lycée d'enseignement général Antoine Ndinga Oba (LGANO) est un complexe de 15 bâtiments plain-pied et R+1, bâti sur les plaines de Ngouéné, au bord de la route nationale N°2. Ce premier lycée public d'enseignement général d'Oyo est un don de la Société nationale des pétroles du Congo (SNPC) dans le cadre de sa responsabilité sociale. Inauguré le 7 novembre 2023, LGANO, à l'instar du lycée d'excellence de Mbounda dans le Niari et du complexe Révolution-Gampo Oli-lou à Brazzaville, a été mis en service par le président de la République Denis Sassou N'Guesso.

12

Conflit Israëlo-Hamas

L'HYPOCRISIE GLAÇANTE DES ETATS-UNIS ET DE L'UNION EUROPEENNE

2



Nécrologie

**HENRI LOPES
SERA INHUMÉ LE MARDI
14 NOVEMBRE 2023
AU CIMETIÈRE
DU MONT-PARNASSE -
FRANCE**

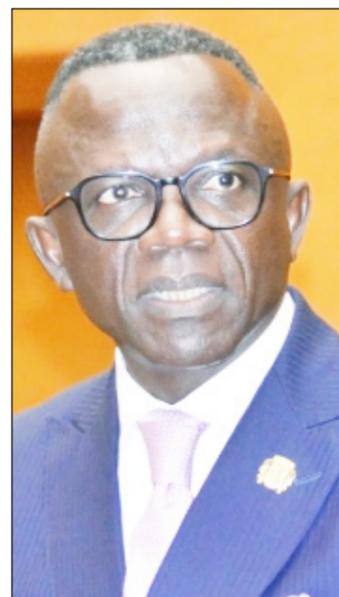
9

Assemblée nationale

PRÉSENTATION DU PROJET DU BUDGET 2024

Une séance plénière consacrée à la présentation du projet de loi de finances pour l'année 2024 s'est tenue le 4 novembre dernier sous le patronage du président de l'Assemblée nationale, Isidore Mvouba. C'est le ministre du budget, des comptes publics et du portefeuille public, Ludovic Ngatsé qui a présenté ce budget qui est arrêté à 2.625,081 milliards de FCFA avec des dépenses de 2.088,951 milliards de FCFA. Il dégage un excédent budgétaire de 536,130 milliards de FCFA.

4



Fin de la mission technique du FMI

LES DOSSIERS DU CONGO ATTENDUS AU PLUS TARD LE 15 NOVEMBRE 2023

6

Promotion des métiers ruraux

UN CENTRE CONVENTIONNÉ DE FORMATION INAUGURÉ À LIBOKA



Une autre nouvelle page de l'histoire de Liboka vient d'être écrite ce 8 novembre 2023, avec l'inauguration du Centre d'éducation, de formation et d'apprentissage Etemabeka de Liboka (CEFAEL).

13

Conflit Israëlo-Hamas

L'HYPOCRISIE GLAÇANTE DES ETATS-UNIS ET DE L'UNION EUROPEENNE

Les bombardements aveugles et intensifs de l'armée israélienne sur la bande de Gaza depuis plus d'une dizaine de jours n'ont pas encore fini que des voix s'élèvent déjà à travers le monde pour qualifier, sous l'éclairage des classifications des Nations-Unies, ces actes d'une cruauté inouïe de génocide. Parmi ces voix, figurent celles des experts de cette institution internationale. D'autres encore, les considèrent comme des crimes de guerre ou de crimes contre l'humanité. Apparemment, le gouvernement de Netanyahu assuré des soutiens inconditionnels des Occidentaux n'en a cure de ces polémiques de nature sémantique. Il poursuit imperturbablement son acte de démolition de Gaza et de sa population

Le dernier bilan des frappes Gaza fait grimper le nombre de victimes à plus de 10 mille victimes palestiniennes dont 4000 enfants. L'hécatombe n'est pas prête de s'arrêter tant que le Hamas n'aura pas rendu les otages. Cette précision diabolique a été soutenue officiellement par le premier ministre israélien comme si les personnes qui mourraient sous ses bombardements étaient des animaux. En tout cas, un prétexte fallacieux difficile à faire avaler par l'opinion internationale d'autant qu'il existe des voies qui peuvent aboutir à la libération de ces otages sans effusion de sang. Notamment des voies pacifiques à travers des négociations entre les parties en conflit sous la médiation des nations-Unies et des principales puissances mondiales. On peut se souvenir qu'au lendemain des incursions meurtrières des éléments de Hamas en territoire israélien, le premier ministre Netanyahu et son ministre de la défense non seulement avaient traité d'animaux et de barbares les palestiniens mais également promis de rayer la bande de Gaza de la carte du Proche-Orient. L'opinion internationale ne peut être dupe et continuer à fermer les yeux sur les actes de barbaries que l'armée israé-

lienne est en train de perpétrer dans la bande de Gaza. Les reporters des journaux qui font leur métier n'ont pas assez de mots pour décrire l'horreur qu'ils sont en train de vivre dans cette enclave palestinienne meurtrie. Un envoyé spécial du journal français le Figaro dont on ne peut soupçonner de nourrir des sympathies pour le Hamas, a titré son "papier" en ces termes "la bande de Gaza est devenue un cimetière pour les enfants".

Gaza, une situation humanitaire désastreuse

Il a par ailleurs rapporté que les ONG et les médecins eux-mêmes, s'alarment d'actes interdits par le droit international dont les premières victimes sont les plus jeunes se déroulent dans l'enclave palestinienne. Ainsi, en plus des bombardements auxquels ils sont soumis quotidiennement, les habitants de Gaza font face à l'absence de l'électricité. Elle leur a été privée par le gouvernement israélien à travers l'arrêt de fourniture du gaz. Ce produit joue un rôle essentiel dans la vie de ce territoire palestinien. Il permet de faire fonctionner les générateurs des hôpitaux qui fournissent de l'électricité, facilitant ainsi les soignants qui travaillent à flux tendu en ces temps de guerre où les blessés arrivent par grap-

pe. On dit aussi que ce gaz est important dans le dessalement de l'eau de mer pour la rendre buvable par les gazaouis. Faute de gaz et surtout sans eau potable, on imagine avec effroi le calvaire dans lequel se trouvent les habitants de Gaza actuellement. Dès lors que ces actes d'une violence inouïe et perpétrés à l'aide des chasseurs bombardiers et d'autres engins de guerre de gros calibre, tuent indistinctement hommes, femmes et enfants, on est plus à la chasse aux seuls membres du Hamas. Toute la population y passe. L'intention du pouvoir israélien est claire. Il s'agit de terroriser la population de Gaza en vue de la soumettre par la violence. Cette intention transparait clairement dans les propos incendiaires tenus par le premier ministre et le ministre de la défense israéliens. Ce, au lendemain du 7 octobre dernier. Ainsi, lorsque les experts évoquent le crime de génocide, ils se réfèrent aux critères définis par les Nations-Unies pour l'identifier.

Des actes de génocide

En effet, pour qu'il y ait génocide, le facteur d'intentionnalité doit prévaloir dans la décision à prendre. Il est indéniable qu'Israël se livre impunément

depuis sa contre-offensive, le 10 octobre dernier, aux bombardements, aux privations inhumaines à l'encontre des palestiniens de Gaza dans le but de parvenir à leur soumission, comme on peut l'observer par une violence quotidienne de plus en plus accrue dans cette enclave. Déjà des millions de palestiniens ont fui Gaza. Ce qui est perçu comme un nettoyage ethnique. Pour les experts des Nations-Unies, le génocide est donc avéré. Il est vrai qu'il appartient à des juridictions internationales, comme la cour pénale internationale, la cour internationale de justice de se mettre en branle en vue d'enquêter sur ces crimes et d'en sanctionner les auteurs. Ce, conformément au droit international.

Le soutien des pays occidentaux

Cependant l'opinion africaine se met le doigt dans l'œil si elle espère voir les dirigeants israéliens qui tuent sans discontinuer les palestiniens depuis un mois, comparaitre à la cour pénale internationale à la Haye, ainsi que l'ont été le président ivoirien Laurent Gbagbo, Charles Blé Goudé ou le congolais de la Rdc, Jean Pierre Mbemba et beaucoup d'autres africains. Le tort revient aux africains eux-

mêmes qui plutôt que de faire fonctionner le tribunal africain de l'UA, préfèrent la CPI. Ce, pour s'attirer les bonnes grâces des occidentaux. Ils ne se sont jamais rendus compte que le droit international fonctionne uniquement pour les humilier et tous ceux de l'hémisphère sud comme la Russie et la Chine. La communauté internationale a laissé Israël tuer à loisir les palestiniens. Ses principaux acteurs, le président américain, Joe Biden par le truchement de son secrétaire d'Etat, Antony Blinken, la présidente de l'Union Européenne Ursula Von Der Leyen, Emmanuel Macron de France ont fait le déplacement de Tel Aviv pour apporter leur soutien à Benyamin Netanyahu au lendemain du début du conflit. Derrière leur compassion, se dissimulait une aide conséquente à Israël en vue de mater en toute quiétude les Palestiniens de Gaza. Les Etats-Unis ont fait venir leur navire de guerre en vue de calmer les ardeurs des pays qui pourraient intervenir en faveur des palestiniens contre Israël. L'aide américaine s'est faite aussi en termes de capital humain. Des officiers américains de haut rang ont été dépêchés en Israël pour conseiller le Tsahal. On ne devrait pas se laisser abuser par cette hypocrisie glaçante des pays occidentaux dont les chefs d'Etat se fendent aujourd'hui dans des gestes de compassion à l'égard des palestiniens. Notamment, en organisant des conférences en vue d'une aide dite humanitaire aux gazaouis. Alors que dans le même temps, ces derniers continuent de mourir sous les bombes d'Israël. Pourtant, ces pays sont les seuls à pouvoir disposer des leviers importants pour arrêter le bras armé d'Israël. Pourquoi ne le font-ils pas ?

Laurent Lepossi

Mbongui-tour

UN FRACASSANT COMEBACK À NGABÉ APRÈS LE SUSPENSE DE MINDOULI

L'interdiction par la secrétaire générale du Pool Emma Berthe Bassinga Nganzali, de la séquence de Mindouli, de la campagne nationale d'écoute du Congo profond qu'organise le parti les Souverainistes (LS) n'a pas enterré le Mbongui-tour. L'ultime étape dans le Pool a été celle de Ngabé qui a eu lieu le 24 septembre 2023 au siège de la sous-préfecture. Cette étape a été vécue comme un retour en force du parti et de ses acteurs sur l'arène politique.

C'est à Ngabé, que le président du parti Les Souverainistes, Uphrem Dave Mafoula et sa suite ont accompli le dernier acte du Mbongui-tour dans le département du Pool, après Kinkala et Boko. Avant d'atteindre le siège de la sous-préfecture, la délégation a rendu une visite de courtoisie à la reine Ngalifourou, dépositaire du pouvoir spirituel et de l'auto-

rité morale du royaume téké. Forts de cette caution morale, Dave Mafoula et sa suite se sont rendus au chef-lieu du district de Ngabé où des citoyens l'attendaient. Des hommes et des femmes des villages voisins avaient profité de la présence du président des Souverainistes pour présenter leur cahier de charges destiné à alléger les souffrances des populations.

Comme à Kinkala et à Boko, le président Dave Mafoula a expliqué avant tout la philosophie de cette écoute du peuple qu'il a lancée depuis le 3 septembre 2023. « Nous avons initié cette campagne dénommée Mbongui-tour pour davantage de proximité avec les Congolais. Le parti Les Souverainistes est donc à l'écoute du peuple, afin de mieux comprendre ses problèmes, ses priorités, ses



urgences, un projet qui reflètera leurs aspirations les plus profondes », a laissé entendre l'orateur. Comme il fallait s'y attendre, l'auditoire a profité de l'occasion pour dire tout haut, ce qu'il pense. Il fait part de sa déception, de ses souffrances

et de ses griefs vis-à-vis des pouvoirs publics. Tous ceux qui ont pris la parole à cette occasion, ont multiplié les plaintes contre le gouvernement et fustigé des promesses non

Suite page 3

Journée de l'arbre

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE N'A PAS DÉROGÉ À LA TRADITION

La journée du 6 novembre de chaque année est dédiée à l'arbre au Congo. Pour cette 37^{ème} édition, le président de la République Denis Sassou N'Gusso a choisi le village Miaba, situé à 15 kilomètres du district d'Oyo pour planter son arbre. Instituée depuis 1984, cette journée a été célébrée cette fois-ci sous le thème: «ensemble, plantons les arbres pour lutter contre les érosions dans nos villes». Plusieurs personnalités du département de la Cuvette et autres autorités du district d'Oyo ont pris part à cette activité d'envergure nationale.



Le président de la République n'a pas dérogé à la tradition

On ne le dira jamais assez, l'arbre au sens large du terme est important pour l'équilibre de la nature et de la vie humaine. C'est pour cela que sur une superficie de trois hectares, plusieurs espèces forestières et fruitières dont l'acacia, le safoutier, le manguier, le goyavier et l'avocatier ont été plantées pour le plus grand profit et bonheur des Congolais en général et des habitants de

Miaba en particulier. Parlant des données techniques, la direction du centre national d'inventaire et d'aménagement des ressources forestières et fauniques a déclaré : « pour les écartements entre des espèces forestières, nous avons prévu 5mX5m, soit une densité de 400 tiges par hectare. S'agissant des espèces fruitières, nous avons prévu 10mX10m, soit une densité de 100 tiges par hectare ».

Appréciant l'initiative du chef de l'Etat, le vénérable sénateur Boniface Bouka, qui est un des fidèles compagnons du président de la République a déclaré : « le président de la République est un visionnaire. Cela ne date pas d'aujourd'hui. Depuis son jeune âge, il aimait

la nature. C'est pourquoi, une fois accédé à la magistrature suprême, il a instauré la journée nationale de l'arbre. Pour nous qui l'accompagnons, c'est une fierté de voir se généraliser l'expérience du président de la République à travers le monde en général et en Afrique Centrale en particulier ». Pour l'Abbé Yombo Gervais Protas : « la journée de l'arbre est une inspiration biblique. Au commencement, Dieu créa le ciel, la terre, la nature, l'eau, la mer, les poissons et animaux. Et l'homme fut créé au 6ème jour, nous dit la bible. Il y a une relation intrinsèque entre l'homme et la création ; l'homme est la couronne même de la création ».

De son côté, le président de la République Denis Sassou N'Gusso a pensé qu'il faille éduquer la population sur la protection de l'environnement, après avoir planté son arbre. Toutefois, le chef de l'Etat a apprécié le thème de cette année en ces termes : « le thème qui a été retenu est à mon avis très important. Je crois que c'est à cause de l'occupation anarchique, qu'il y a des pointes d'érosions qui se déclarent ici et là. Il faut le dire, parce que vous les journalistes, lorsque vous allez constater des érosions, des glissements de terrain quelque part, vous ramenez ces propos à la radio et à la télévision pour rendre le gouvernement seul responsable des dégâts. Vous n'éduquez pas le peuple sur l'occupation anarchique des sols ; sur des constructions aux endroits qui ne devraient pas l'être. Si vous faites vos enquêtes, vous allez

voir quelqu'un qui a construit sa maison sous des lignes à très haute tension. Il y a d'autres qui construisent sur les pentes. On les trouve à Brazzaville et à Pointe-Noire pour ne citer que ces deux principales villes. Vous n'éduquez pas le peuple. L'information, c'est aussi éduquer le peuple ».

Poursuivant sa déclaration, le président de la République a déclaré en substance que les érosions ne sont pas une fiction au Congo. Ce qui revient à dire que ce phénomène est réel et que chaque Congolais doit s'en préoccuper. « Vous les voyez, ces érosions, puisque vous faites les reportages. Je crois que c'est un bon thème. J'espère qu'à Brazzaville et à Pointe-Noire, les populations sont effectivement mobilisées là où il y a des érosions, pour essayer de les combattre afin de sauver ceux qui se sont placés hasardeusement à ces endroits et qui risquent de perdre leurs maisons », a conclu le chef de l'Etat.

La cérémonie de planting d'arbres a été précédée par des libations de vin de palme, faites par le chef du village. Au cours de ce rituel, il a invoqué les esprits des ancêtres afin qu'ils garantissent l'évolution harmonieuse des arbres ainsi plantés et demandé à la population d'éviter de mettre le feu dans les voisinages du périmètre aménagé. Notons que les habitants de Miaba ont réservé un accueil chaleureux et fraternel à leur hôte de marque et lui ont fait dons de vivres frais, tirés des forêts et savanes du terroir.

Patrick Yandza

UN FRACASSANT COMEBACK À NGABÉ APRÈS LE SUSPENSE DE MINDOULI

Suite de la page 2

tenues par ceux qui viennent amadouer le peuple en temps de campagne électorale. Premier à ouvrir la série des questions, Antoine Nkoua s'est indigné de ce que « les populations du district de Ngabé sont confrontées à de multiples problèmes : dégradation très avancée de l'unique route d'accès au chef-lieu via la route nationale N°1 ; la déconfiture totale du centre de santé intégré qui ne compte que deux agents ; le déficit criant en personnel enseignant dans les écoles ». Antoine Nkoua a enfoncé le clou en fustigeant le clientélisme et le parrainage dans l'accès aux services même les plus essentiels. Odilon Letso quant à lui, a déploré les conditions de travail des infirmiers. « Pour nous

soigner, nous faisons recours à l'hôpital de Kouamoutou, une ville de la République démocratique du Congo, située sur l'autre rive du fleuve, avec tous les risques que cela comporte », a-t-il déclaré. La culture est nulle à Ngabé. Il n'y a ni activité culturelle, ni compétition, s'est plaint John Mbongo.

Devant ce chapelet de problèmes, Uphrem Dave Mafoula a prêché l'espoir et le courage. Il a appelé à l'implication de tous les citoyens dans le décollage du pays. Il a par ailleurs exhorté l'auditoire à ne pas tout attendre de l'Etat. L'emploi a-t-il conclu, ce n'est pas que la fonction publique.

Henriet Mouandinga

LA PARABOLE DE L'ÉLÉPHANT

L'ÉLÉPHANT, UN ÊTRE À SANG FROID

L'éléphant a beau être un mammifère, il est classé parmi les animaux à sang froid. Ainsi, les prédateurs (serpents, dragons et autres), adorent son sang désaltérant, pour s'inoculer une bonne dose de tempérance et de circonspection contenue dans les veines du pachyderme.

Pour mon grand-père, l'éléphant est incontestablement l'un des rares animaux qui, dans ses décisions, recourt plus à son foie qu'à son cœur. Au moment du jugement et de l'action, il sollicite le niveau supérieur de son instinct, proche de l'intelligence humaine. Le foie étant vécu dans notre culture comme un organe froid qui inspire une démarche pensée, réfléchie et apaisée. Le cœur, son exact opposé, est un organe chaud dont l'éléphant ne s'use pas.

Ainsi, cet animal construit sa vie en recherchant l'équilibre. Même traqué, il ne perd pas son sang-froid. Ce conquérant subtil et dévoué de la stabilité exprime rarement son aversion. Il ne donne pas la mort, malgré ses atouts morphologiques. La simple évocation de son nom respire la vie, parce qu'il porte la vie en lui. Ainsi, les combats entre éléphants sont rares, tellement rares que la forêt ne s'en plaint presque jamais, a indiqué en substance

mon grand-père.

Dans la jungle, les violences sont plus imputables à d'autres animaux comme les félins, les serpents, les insectes qu'aux éléphants. Essentiellement, parce que les jugements et les sentences de ces familles d'animaux sont du ressort du cœur, un organe réputé brûlant qui prend ses options dans la précipitation, souvent sous le coup de l'émotion. Des options spontanées, prises sans dialogue interne entre les différentes sphères de décision. D'où la grande marge d'erreurs souvent observée dans la plupart des actes posés par les uns et les autres.

Comme dans le règne animal, chez les humains, les actions sont souvent inachevées ou fausses. Les nombreux regrets et lamentations émis par l'homme, en guise de remords, suite à de mauvaises décisions illustrent parfaitement cet état de fait : « j'aurais dû ne pas agir de la sorte ; je me suis trompé... » Ainsi, pour sortir de l'émotion, chaque fois que le désarroi semble l'emporter sur la raison, les sages du village demandent que « la situation soit gérée dans la sphère basse qu'est le foie et non dans la sphère haute incarnée par le cœur ».

Jules Débel

Assemblée nationale

PRÉSENTATION DU BUDGET 2024 AUX DÉPUTÉS

Une séance plénière consacrée à la présentation du projet de loi de finances pour l'année 2024 s'est tenue le 4 novembre dernier sous le patronage du président de l'Assemblée nationale, Isidore Mvouba. C'est le ministre du budget, des comptes publics et du portefeuille public, Ludovic Ngatsé qui a présenté ce budget qui est arrêté à 2.625,081 milliards de FCFA avec des dépenses de 2.088,951 milliards de FCFA. Il dégage un excédent budgétaire de 536,130 milliards de FCFA.



Le ministre du budget Ludovic Ngatsé

Prenant la parole au nom du gouvernement, le ministre Ludovic Ngatsé a souligné que le projet de loi de finances 2024 a été élaboré dans un contexte national où la croissance économique est estimée cette année à 5,8%. Le contexte est également marqué par le passage du budget moyen au budget programme, avec six ministères pilotes pour expérimenter cette exigence des institutions financières internationales. Les grandes orientations de

ce budget sont fondées sur les objectifs du Programme national de développement (PND 2022-2026) ainsi que sur le programme soutenu par la facilité élargie des crédits du Fonds monétaire international. Les recettes proviendront, entre autres, du pétrole avec une production estimée à plus de 100 000 barils pour le prix d'un baril à 75 dollars. Les recettes du gaz s'élèvent à plus de 29 milliards de FCFA ainsi que la fiscalité qui connaîtra une amélioration. Les dépenses

en personnel vont progresser de 7% avec la prise en compte des recrutements dans les secteurs de l'enseignement et de la santé.

Ce projet de loi de finances prévoit plusieurs mesures d'accompagnement. Le ministre en charge du budget en a énuméré quelques-unes. Il s'agit de :

- l'institution du fonds national d'entretien routier destiné au financement des activités d'entretien des infrastructures et des routes ;
- l'institution du fonds d'aménagement des infrastructures forestières destiné au financement des aménagements des routes en terre, la construction des ponts et la formation aux métiers du bois ;
- La création d'un fonds de concours intitulé programme de réformes axées sur les résultats financé par la Banque mondiale pour la couverture des actions de réformes organisationnelles et financières en cours dans le domaine des finances publiques.
- L'opérationnalisation du fonds d'appui au service postal ;
- L'institution au profit des communes de plein exercice d'une taxe sur les déchets plastiques et ménagers destinée au financement des dépenses d'assainissement



Isidore Mvouba, président de l'Assemblée nationale

- L'institution d'un comité de suivi et d'évaluation des recettes budgétaires en vue de la détermination de la cote part revenant aux collectivités locales et aux organismes communautaires et internationaux, en plus des mécanismes de collecte, de recouvrement et de reversement dans des comptes séparés ouverts à la Banque centrale au profit de ces différentes entités.

Au cours de la même séance plénière, le ministre Ludovic Ngatsé avait d'abord présenté le projet de loi de finances rectificative pour l'année 2023 qui est arrêté désormais en recettes à la somme de 233 milliards 800 millions de FCFA et en dépenses de 197 milliards 390 millions de FCFA, avec un excédent budgétaire attendu de plus de 335 milliards 617 millions de FCFA.

Naomi Mataza

Justice restaurative

NÉCESSITÉ DE FORMER LE PERSONNEL SUR LA PROTECTION LÉGALE DE L'ENFANT

Le haut-commissaire à la justice restaurative, à la prévention et au traitement de la délinquance juvénile Adolphe Mbou Maba, a reçu en audience Benoit Rousseau, expert technique international. En mission de travail auprès de cette institution le vendredi 3 novembre dernier, ce magistrat a pris au cours de cette audience, connaissance des fonctions, de la vision, des difficultés ainsi que des perspectives du haut-commissariat à la justice restaurative.

Présent à Brazzaville comme point focal de l'Unicef et chargé des questions liées à la protection de l'enfance, Benoit Rousseau a discuté avec le haut-commissaire à la justice restaurative, des modalités d'apporter son expertise en vue de la mise en œuvre avec efficacité, du concept de justice restaurative, à la prévention et au traitement de la délinquance juvénile. Pour Benoit Rousseau, il est important de faire tout d'abord

un état des lieux pour mieux prévenir la délinquance juvénile. « En étant dans les locaux du haut-commissariat, ma première mission est de faire un état des lieux des filières de formations et de fonctionnement du Haut-commissariat afin de mieux comprendre ses intentions. Il est possible pour que nous formons et identifions les personnels qui travailleront en lien avec les mineurs, afin de voir comment cette filière de formation peut-elle être de



Le haut commissaire Adolphe Mbou Maba en audience avec Benoit Rousseau

nature à mieux prévenir et à mieux traiter la délinquance juvénile », a-t-il indiqué.

Poursuivant sa déclaration, Benoit Rousseau a précisé que cette mission va s'étendre

à des formations professionnelles basées sur la protection légale de l'enfant dans les rapports avec les juges des enfants. « Ce qui est important pour moi c'est d'abord de faire l'état des lieux afin de comprendre quels sont les besoins y compris les besoins en personnels et ensuite les besoins de formations dans la perspective de dresser un plan national de formation relative à la protection légale de l'enfant. Une filière que je commence à identifier et que nous pouvons être des personnes judiciaires qui viendront en aide à la justice », a-t-il affirmé.

Par ailleurs, Benoit Rousseau a conclu sa déclaration en précisant que son choix pour le haut-commissariat congolais à la justice restaurative s'inscrit dans le cadre du renforcement de la coopération entre l'Unicef et la République du Congo. Notons que cet expert est présent au Congo depuis un peu plus d'un mois et demi.

DIM

Gouvernance

LE FONCTIONNEMENT ET L'AVENIR DU FIGE RECENTRÉS À DJIBOUTI

La 13^{ème} réunion ordinaire du comité inspections générales d'Etat d'Afrique et institutions assimilées (FIGE), s'est tenue les 24 et 25 octobre 2023 à Djibouti, berceau de ce gendarme panafricain de la bonne gouvernance. Sous la houlette de Germain Kiamba, contrôleur général d'Etat de la République du Congo, président dudit comité, les participants issus entre autres de Djibouti, de la Mauritanie, du Burkina Faso, de la République du Congo, de Madagascar, de l'Angola ont « traité des questions qui concourent à la visibilité et à la viabilisation du FIGE dans un élan de renouveau et de modernité ».



Le chef de l'Etat Djiboutien recevant les membres du Comité

Les participants ont bénéficié du soutien du président Djiboutien Ismaïl Omar Guelleh, à la faveur d'une audience qu'il leur a accordée. Au cours de cette rencontre, le président du Djibouti les a encouragés et rassurés de la détermination du FIGE à accompagner les Etats et les gouvernements dans la voie de l'émergence économique. Le Forum des inspections générales d'Etat d'Afrique et institutions assimilées (FIGE) poursuit sa quête pour devenir un acteur incontournable de la réflexion évaluative et prospective en matière de gestion publique engagée depuis sa création en 2006. L'ordre du jour de la 13^{ème} réunion du comité directeur, portait sur la présentation des rapports annuels et de de l'institut du FIGE

; l'examen du projet de la feuille de route et du plan d'action. Ces différents rapports ont relevé à la fois des avancées et des faiblesses. Au regard de cette situation, les participants ont réorienté l'action de l'institution pour accomplir vite et bien, ses missions qui consistent : « à accroître l'efficacité technique et opérationnelle des institutions membres ». Il ressort que le FIGE qui compte aujourd'hui 27 membres, entend élargir la liste de ses membres par l'adhésion sans discontinuer des nouveaux membres. Le comité directeur préconise sa dotation en textes réglementaires indispensables à sa bonne gestion; du manuel de procédures administratives et financières ainsi que d'importantes résolutions dont celle relative à la mise en place

des codes de déontologie au sein des institutions membres. Selon le président Germain Kiamba toutes ces réformes visent à impulser et insuffler une nouvelle dynamique dans les échanges. Le comité directeur a relevé en outre que, malgré l'adoption de nombreuses résolutions et recommandations, certaines décisions prises n'ont jamais connu un début d'exécution. Il s'agit des décisions relative, à la mise en place d'un centre de documentation ; l'harmonisation des méthodes d'organisation et de travail au niveau des institutions membres ; la mise à jour et la diffusion des normes et standards acceptés de tous. Ainsi, le président du comité de direction du FIGE a exhorté les participants à ac-

order la priorité à l'exigence de performance. « Il nous revient de redoubler d'efforts pour persuader les institutions supérieures de contrôle encore hésitantes à rejoindre la grande famille du FIGE, afin d'intégrer dans leurs pratiques les normes et standards reconus. Après l'approbation des statuts amendés de l'institut du FIGE, nous devons nous atteler à valider le plan de formation 2019-2023 de l'IFIGE, pour éviter la paralysie de son fonctionnement. Dans le cadre du renforcement, des capacités, nous avons organisé des sessions de formation sur des thèmes d'intérêt au profit des auditeurs de nos institutions et administrations », a signifié Germain Kiamba.

Le FIGE s'est aussi investi pour une solution définitive à la recommandation de Brazzaville relative à l'apurement des arriérés de cotisations et des contributions exceptionnelles de l'institut du FIGE. A ce jour, des documents de relance pour le recouvrement de la contribution exceptionnelle ont été validés et transmis aux institutions débitrices. La programmation des activités à mettre en œuvre par le secrétariat exécutif et par le comité directeur, un projet de feuille de route et un plan d'action y afférent, en adéquation avec le plan stratégique 2019-2025 du FIGE, sont élaborés, question de faciliter l'évaluation à terme desdites activités. Il a été reconnu, la nécessité pour le FIGE, de disposer d'un cadre de programmation des activités à entreprendre ; de booster l'efficacité de l'action ; de revoir la périodicité des activités et de fixer les responsabilités pour chacune des actions. Une « initiative est à perpétuer, afin

que la prochaine mandature, en s'inspirant de ces documents qui seront approuvés en assemblée générale, trouve un support pour orienter et faire exécuter les actions futures de notre organisation », estime Germain Kiamba.

A propos de la prolongation de plan stratégique 2019-2025 de deux ans, il est prévu une évaluation préalable qui tiendra compte du niveau de réalisation des objectifs de départ pour les adapter au contexte des grands défis et des tâches exaltantes pour lesquels, il appartient aux membres d'intérioriser et de mettre en application les principes de la bonne gouvernance. « Car la bonne gouvernance n'est pas une option mais une exigence à laquelle nous devons souscrire. Au-delà du contexte difficile, ce forum doit promouvoir et exécuter des actions audacieuses qui impactent les méthodes de travail des institutions membres de façon à lutter contre la mauvaise gestion des ressources publiques dans nos Etats respectifs », a conclu le président Kiamba.

Forts des résultats des échanges de qualité et des décisions à la hauteur de leurs attentes, les participants ont été félicités par le chef de l'Etat Djiboutien. En retour, ils ont promis au président Ismaïl Omar Guelleh, de travailler à promouvoir la performance des administrations et entreprises. La réunion a « permis d'adopter des décisions qui contribueront assurément à renforcer la synergie en matière d'harmonisation des normes d'organisation et de travail au sein de toutes les institutions affiliées au FIGE », a concédé Germain Kiamba à leur hôte.

Henriet Mouandinga



1^{ère} PME Congolaise de Livraison Express depuis 1992.

G'BOX SERVICES
Une Nouvelle équipe qui vous offre :

- + De Dynamisme
- + De Professionnalisme
- + De Réactivité
- + De Sécurité
- + De Satisfaction clients

NOS METIERS

- ✓ Livraisons Express Nationales
- ✓ Livraisons Express Internationales
- ✓ Fret Aérien
- ✓ Fret Routier
- ✓ Fret Maritime
- ✓ E-Commerce

NOTRE FORCE, NOTRE RÉSEAU

- + De 14 agences dans tout le territoire national

NEW FORMULA POWERED BY **SAP Business One**

Service Clients :
Direction générale Brazzaville : Centre ville en face de la maine centrale.
Agence Pointe noire : Centre ville Rond point Kassa en face du Centre Culturel Français.
Contact: 2017@gxinternational.net • www.gxinternational.net
(+242) 05 550 10 73 • (+242) 05 301 02 38

Nos Partenaires:



OUVERTURE DES LIGNES
ETOUMBI - KELLE & ETOUMBI - MBOMO!!
après une interruption momentanée de la ligne Etoumbi - Kelle, votre transporteur vous annonce sa relance et l'ouverture du tronçon Etoumbi - Mbomo

Désormais voyagez JUSQU'À MBOMO!!

Brazzaville
ETOUMBI - KELLE
tous les
MARDIS
SAMEDIS



Brazzaville
ETOUMBI - MBOMO
tous les
JEUDIS

www.oceandunord.com Phones: 05 728 88 33/ 06 587 44 60
contact@oceandunord.com Direction Brazzaville: 01, rue Ango av de la tsiémé Mikalou.

Fin de la mission technique du FMI

LES DOSSIERS DU CONGO ATTENDUS AU PLUS TARD LE 15 NOVEMBRE COURANT

Au terme d'une mission technique au Congo, les membres de la délégation du Fonds monétaire international (FMI), conduits par le togolais Roland Kangni Kpodar ont présenté le jeudi 2 novembre dernier à Brazzaville leur rapport de fin de mission technique au ministre de l'économie et des finances, Jean-Baptiste Ondaye. Cette mission s'inscrit dans le cadre des préparatifs de la quatrième revue relative à la mise en œuvre progressive de l'accord pour la Facilité élargie de crédit (FEC) conclu en janvier 2022.



Le togolais Roland Kangni Kpodar présente à Brazzaville le rapport de fin de mission technique

Deux semaines durant, la délégation du Fonds monétaire international a pris connaissance entre autres de l'exécution du bud-

get de l'Etat exercice 2023 au 30 juillet 2023 ; de la situation macroéconomique et de la mise en œuvre des réformes ainsi que des perspectives.

Cette mission prépare la quatrième revue après les trois premières qui ont été déclarées concluantes pour le Congo. En effet, le travail réalisé est

consigné dans un rapport qui a été présenté au ministre de l'économie et des finances.

Le chef de mission Roland Kangni Kpodar a quant à lui

parlé des perspectives encourageantes dans les administrations congolaises. « Nous avons félicité les autorités congolaises pour leur engagement à défendre les mesures économiques et à mettre en œuvre des réformes structurelles pour sauvegarder la viabilité de la dette, mais aussi à jeter les bases d'une croissance économique solide, soutenable et inclusive », a-t-il fait savoir.

Conscient de ce qui reste à faire, le ministre Jean-Baptiste Ondaye a salué la tenue de la quatrième revue, la première du genre au Congo. « Vous êtes à Brazzaville pour finaliser la collecte des données relatives à la quatrième revue du programme soutenu pour la Facilité élargie de crédit signé avec le Fonds monétaire international. Je voudrais vous exprimer toute notre reconnaissance à vous-même et à toute l'équipe de la mission pour la très bonne collaboration. C'est cette confiance qui a permis à notre pays de conclure pour la première fois trois revues successives », a-t-il souligné.

Il convient de noter que le rapport ainsi élaboré sera transmis au conseil d'administration du FMI au plus tard le 15 novembre 2023.

Dim-Martie Mizère

FIDA

ELARGIR LE PROJET POUR L'ACCÈS DES PETITS PRODUCTEURS

Du 30 au 31 octobre dernier à Brazzaville, le ministère de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche et le ministère de l'économie et des finances ont organisé un atelier sur la revue à mi-parcours du programme d'option stratégique du Fonds international pour le développement agricole (FIDA) en République du Congo (COSOP 2019-2024). A l'issue de cet atelier, les participants ont formulé plusieurs recommandations entre autres, travailler avec les bénéficiaires des projets dans le cadre du renforcement des capacités, élargir l'accès des petits producteurs et pérenniser l'entrepreneuriat dans le domaine de l'agriculture. Ces recommandations serviront à orienter les décisions du gouvernement et seront rapportées au niveau du COSOP qui a fait l'objet de revue à mi-parcours. La cérémonie a été patronnée par le directeur de cabinet par intérim du ministre en charge de l'agriculture, Simplicie Ewanga.

Cet atelier avait un double objectif : faire la revue à mi-parcours dans le but d'analyser les résultats dans le cadre de la mise en œuvre de ce COSOP, de manière à trouver les solutions aux différents problèmes rencontrés et orienter certaines actions pertinentes en vue d'améliorer l'efficacité du programme et définir des orientations pertinentes qui serviront de base pour la préparation de grands projets, la coopération entre la République du Congo et le FIDA pour mobiliser les ressources du système fondé sur la performance 2024, mais également avoir les perspectives des ressources du système



d'allocation axé sur la performance 2027 ; trouver d'autres sources de financements sur lesquels la République du Congo est éligible.

Le directeur du FIDA de la République Démocratique du Congo et de la République du Congo, Valentin Achancho, a indiqué que le Congo doit accorder une attention particulière à l'agriculture et au FIDA, parce que la République du Congo est une importatrice des denrées alimentaires pour nourrir toute sa population. Le FIDA a pour mandat la transformation inclusive et durable des zones rurales permettant une croissance économique impulsée par une agriculture paysanne soutenue par des politiques et des investissements susceptibles de favoriser un développement sur les plans sociaux, environnementaux et économiques.

Simplicie Ewanga, directeur par intérim a noté que les interventions ont été à la hauteur des attentes et assuré par ailleurs que les recommandations issues de ces discussions permettront d'améliorer la qualité des interventions et la mise en œuvre des activités du projet en cours.

Un des participants à cet atelier a témoigné sa satisfaction en ces termes. « Il était impor-

tant d'organiser ce genre de rencontre. Nous avons vu les avancées et avons proposé quelques recommandations pour améliorer la mise en œuvre des projets financés par le FIDA. Nous avons travaillé sur l'entrepreneuriat rural et là, nous avons recommandé que le FIDA travaille dans le cadre du renforcement des capacités des bénéficiaires, afin d'atteindre les résultats souhaités ».

Notons que le PAJE est un COSOP qui vise la promotion de l'insertion socioprofessionnelle des jeunes et des groupes vulnérables dans des activités rentables, créatrices de revenus, d'emplois décents et durables dans les filières agroalimentaires. Il vise aussi l'amélioration des conditions de vie et des revenus des populations rurales et périurbaines pauvres dans les zones cibles, entre autres, les petits producteurs agricoles, les jeunes femmes, les personnes handicapées et les populations autochtones.

Il cible directement 25 424 ménages, soit 127 200 personnes au total. Le projet couvre les départements du Pool, de la Bouenza, du Kouilou, de la Lékoumou et des Plateaux.

D.M.M.

Sommet des trois bassins

LE LEADERSHIP AFFIRMÉ DE DENIS SASSOU N'GUESSO

Les pays des trois plus grands bassins forestiers du monde (l'Amazonie, le Congo et le Bornéo-Mékong), leurs partenaires, les organisations de la société civile et les organismes internationaux se sont retrouvés du 26 au 28 octobre, à Kintélé, non loin de Brazzaville. Le sommet des trois bassins des écosystèmes et de biodiversité des forêts tropicales a baissé les rideaux sur la nécessité de construire un cadre commun de coopération entre ces trois bassins.

Devant les grandes menaces liées au dérèglement climatique, les forêts des trois bassins constituent un rempart pour l'humanité. Elles assurent la régulation du climat et protègent ainsi l'humanité d'un péril collectif. A elles seules, ces forêts séquestrent annuellement 271 millions de tonnes de carbone, soit près de la moitié des stocks mondiaux. D'où, la nécessité de les préserver durablement.

Une vision avant-gardiste sur la protection de l'environnement

Le 28 octobre, les participants ont suivi un peu plus de trente déclarations, lors de la cérémonie d'ouverture du segment de haut niveau. Parmi les intervenants, le secrétaire général de l'ONU, António Guterres, le président français, Emmanuel Macron, le président brésilien, Luiz Ignácio Lula da Silva, le président du Venezuela, Nicolás Maduro, ... En présentiel ou en visioconférence, ces intervenants ont tous salué l'initiative du président congolais et lui ont rendu un hommage particulier. A son crédit, le leadership et l'ambition collective qu'il porte pour la lutte contre le changement climatique, la protection de l'environnement et la préservation de la biodiversité. Cette ambition, ont-ils rappelé, s'est matérialisée, d'abord avec le 1er Sommet des trois bassins, en 2011, puis en 2023, avec ce 2ème sommet.

En fait, la communauté internationale est active dans ce combat depuis, au moins, le sommet de Rio de Janeiro au Brésil (Rio+20) en 1992. Cette grande conférence sur les questions climatiques a donné naissance à trois Conventions: sur la Désertification, sur la Biodiversité et sur les changements climatiques. C'est dire combien l'engagement du président congolais pour la protection de l'environnement et la préservation de la biodiversité date de longtemps. En effet, en dépit du fait que le territoire national est couvert à 65% de forêts, la République du Congo a pris conscience, depuis les années 1980, de la nécessité de protéger l'environnement. Sous Denis Sassou N'Guesso, le Congo institua, en 1984, une journée nationale de l'arbre au cours de laquelle, chaque congolais fut appelé à planter un arbre à essence fruitière ou forestière. Selon les estimations, le Congo compte environ 71 mille hectares de

forêts de plantation. Cette vision avant-gardiste n'a jamais fléchi. Bien au contraire, le Congo a multiplié des initiatives dans le cadre de la préservation de l'environnement, ainsi que l'illustrent les nombreuses réserves nationales dont l'objectif est de protéger les écosystèmes forestiers et la biodiversité: Odzala Kokoua, Nouabalé ndoki, Lesio Luna, etc.

En 2017, le président de la République, Denis Sassou N'Guesso matérialisa la mise en place d'un des outils financiers de la Commission climat du Bassin du Congo, à savoir: le Fonds Bleu pour le Bassin du Congo. L'objectif affiché est de mobiliser les ressources nécessaires auprès des contributeurs et investisseurs, en vue du financement de la mise en œuvre des programmes et projets concourant au développement durable. La déforestation est un facteur clé du changement climatique. Il est plus que difficile de l'arrêter pour multiples raisons. Mais, il faut travailler à réduire son impact, par le reboisement, notamment. Dans cette optique, le président congolais a lancé l'initiative de la décennie mondiale d'afforestation, en vue de faire que tous les pays du monde contribuent à l'équilibre des écosystèmes. L'afforestation apparaît comme un réel « cri de cœur qui nous interpelle tous » car plus qu'une solution, « il s'agit d'un impératif de raison », selon Denis Sassou N'Guesso.

L'organisation du sommet des trois bassins des écosystèmes de biodiversité et des forêts tropicales (Amazonie - Congo - Bornéo Mékong Asie du sud) au Congo s'inscrit sans nul doute dans la dynamique écologique qu'incarne le dirigeant congolais depuis de longues dates.

L'unanimité autour d'un front commun pour la préservation de la biodiversité

Le 2ème sommet des trois bassins a vécu. Sans aucun doute, il a été un succès aussi bien par ses conclusions que par ses participants. La trentaine de discours entendus, notamment lors de la cérémonie d'ouverture du segment de haut niveau l'ont répété à plusieurs reprises. Certes, certains ont voulu lier, si non, réduire la portée de ce sommet à l'absence de ceux qu'ils ont appelés « les grands de la planète ou hauts-représentants ».



Peut-être par confusion car, ce sommet n'était pas une COP où devait être prises des décisions devant engager ces « grands de la planète » que l'on désigne par la Communauté internationale.

A Kintélé, le 2ème sommet des trois bassins des écosystèmes et de biodiversité des forêts tropicales avait pour ambition de créer au sein de ces bassins, une prise de conscience sur le fait qu'ils constituent un rempart pour l'humanité face aux calamités dues au dérèglement climatique. Pour cette raison, ils doivent être une force capable non seulement de faire entendre sa voix dans les rendez-vous internationaux sur le climat, mais aussi d'influer sur les décisions y relatives. Le 2ème sommet des trois bassins a réussi à mettre en place les bases d'une solidarité forte, d'une plateforme de coopération et d'échange d'informations et d'expériences, afin que dans les meilleurs délais possibles soient harmonisées les vues, les stratégies et les politiques dans le domaine de la préservation de la biodiversité dans ces trois bassins.

Dans tous les cas, aucun bassin parmi les trois n'était absent de ce sommet. Les présidents Luiz Ignácio Lula da Silva du Brésil et Nicolás Maduro du Venezuela ont pris la parole en visioconférence pour le bassin de l'Amazonie, outre les représentants qui étaient dans la salle. Pour le bassin du Bornéo Mékong (Asie du sud), les représentants de la Chine et d'autres pays étaient bien présents au sommet. Les interventions en visioconférence du secrétaire général de l'ONU, António Guterres, du président français, Emmanuel Macron, par exemple ne sont pas à passer sous silence. Du côté de l'Afrique, le segment

de haut niveau a été honoré de la présence d'une dizaine de chefs d'Etat, à savoir : Azali Assoumani des Comores et président en exercice de l'UA, William Ruto du Kenya, Teodoro Obiang Nguema de la Guinée équatoriale, Carlos Vila Nova de Sao Tomé-et-principe, Umaro Sissoco Embaló de la Guinée Bissau, Faustin-Archange Touadéra de la RCA, Félix Tshisekedi de la RDC, Evariste Dayishimiye du Burundi, le président de la transition gabonais, Brice Clotaire Oligui Nguema, sans oublier l'hôte du sommet, Denis Sassou N'Guesso. La commission de l'Union africaine a été représentée à ce sommet par son président Moussa Faki Mahamat.

A l'évidence, le succès d'un sommet qui réunit, en présentiel, plus de dix chefs d'Etat et environ 4 000 participants qui ont pris des engagements conformes aux objectifs visés, ne peut se mesurer à l'aune des absents. De plus, ces absents n'ont pas mis en cause la participation de leurs ministres et représentants respectifs.

Des pollueurs invités à passer à l'action

Le 2ème sommet des trois bassins visait à créer une coalition mondiale dont les pays membres sont le socle. Les bases de cet instrument d'influence dans les rencontres internationales sur le climat ont été jetées lors de ce sommet. En attendant, la COP28 de Dubaï sera l'occasion d'un baptême de feu pour cette coalition qui devrait rendre opérationnelle sa feuille de route. D'ailleurs, la ministre congolaise en charge de l'environnement, Arlette Soudan Nonault l'a dit : « Nous nous mettrons, sans délai, au travail en créant une cellule de coordination et de suivi pour la

mise en œuvre des décisions, la COP28 à Dubaï constituant notre prochaine étape pour opérationnaliser la feuille de route des trois bassins ».

Ainsi, les participants au sommet de Kintélé ont rappelé aux pays développés l'obligation et l'urgence, d'une part, de respecter leurs engagements à fournir une aide publique au développement équivalente à 0,7 % de leur revenu national brut et fournir 100 milliards de dollars par an, pour le financement de la lutte contre le changement climatique et contribuer à la mobilisation de 200 milliards de dollars par an d'ici à 2030, prévus par le cadre mondial pour la biodiversité de Kunming-Montréal, avec pour objectif de soutenir la mise en œuvre des stratégies et plans d'action nationaux pour la diversité biologique, en fournissant des ressources financières nouvelles, supplémentaires, prévisibles et adéquates. D'autre part, ils ont rappelé aux mêmes pays développés l'urgence de remplir leurs obligations en matière de financement de la lutte contre le changement climatique et contribuer à la mobilisation de 200 milliards de dollars par an d'ici à 2030, prévus par le cadre mondial pour la biodiversité de Kunming-Montréal, avec pour objectif de soutenir la mise en œuvre des stratégies et plans d'action nationaux pour la diversité biologique, en fournissant des ressources financières nouvelles, supplémentaires, prévisibles et adéquates. Les participants ont également rappelé que l'adoption de mesures prises pour lutter contre les changements climatiques et protéger l'environnement, y compris les mesures unilatérales, ne doivent pas constituer un moyen d'imposer des discriminations arbitraires ou injustifiables sur le plan du commerce international, ou des entraves déguisées à ce commerce.

Claise Christophe Mabiala

Villes et cimetières

JUSTE DÉSIRÉ MONDÉLÉ RÊVE D'UNE PROPRETÉ INCLUSIVE

L'élan d'assainissement et de propreté pris à Brazzaville à l'orée de la conférence des trois bassins forestiers tropicaux les plus grands du monde doit être maintenu, sinon renforcé. Cette opération devra être étendue à l'ensemble des villes congolaises à travers l'opération qu'il a bien voulu dénommer : « gardons nos villes propres ». Lancé le 29 octobre 2023 à Brazzaville par le ministre délégué Juste Désiré Mondélé, l'assainissement concerne aussi les cimetières. En effet, il a été déçu le 1er novembre dernier au cimetière public d'Itatolo quand il y est allé, au nom du gouvernement, fleurir les tombes à la faveur de la Toussaint. Il a constaté avec amertume que les tombes sont perdues dans les herbes.

Les artères principales du centre-ville et quelques-unes des quartiers populaires de Brazzaville ont bénéficié d'une cure de jouvence lors des préparatifs du sommet des trois bassins forestiers. Les tas d'immondices qui jonchaient les avenues et polluaient l'air ont été enlevés. Les façades des commerces et habitations ont été rafraîchies. Les marchés de fortune, les kiosques et autres étalages qui rétrécissaient ou obstruaient les voiries ont été déguerpis. Certaines avenues qui étaient parsemées des nids de poules et pattes d'éléphants ont été traitées. Il refait bon-vivre dans les zones miroirs de la capitale. Cet aspect doit être préservé dans le cadre de l'opération « gardons nos villes propres »,



Juste Désiré Mondélé échange avec des vendeurs

lancée par le ministre délégué à la décentralisation et au développement local, Juste Désiré Mondélé

Cette opération est un ensemble de mesures préconisées par le gouvernement avec l'implication des préfets, maires,

présidents des conseils, chefs de quartiers et la population pour rendre les villes salubres. Cette opération qui vient d'être lancée par le ministre délégué Juste Désiré Mondélé s'inscrit dans le cadre de l'initiative prise pendant le sommet des trois bassins tropicaux. « Le rôle des collectivités locales a été affirmée. D'où la nécessité d'en prendre conscience afin de préserver l'environnement, l'assainissement et la propreté dans nos villes. Brazzaville n'est que l'épicentre. Il s'agit de toutes les villes du Congo », a expliqué Juste Désiré Mondélé.

Il a instruit la force publique de faire de telle sorte qu'il n'y ait plus d'encombrement des artères et des marchés de fortune. « Le commerce se fait dans le marché. Il ne sera plus toléré de créer et de faire vivre ou revivre les marchés de fortune, de laisser les grands marchés vides et d'occuper les espaces publics. Les élus locaux sont appelés à créer la synergie et des actions concertées à cet effet. La propreté est l'affaire de tous. Nous voulons que le commerce se fasse dans de bonnes conditions », a déclaré le ministre Juste Désiré Mondélé. Ce message a été adressé aux habitants du centre-ville de Brazzaville, Mpila, Talangaï, Kintélé, Moukondo, Mougali, marché Total de Bacongo. Il été accompa-

gné dans cette mission par le commandant de la Brigade anticriminalité, le colonel Ata. L'évaluation trimestrielle sera ponctuée par la distinction de la ville la plus propre du Congo. Le ministre délégué Juste Désiré Mondélé a réitéré l'interdiction de la fabrication, de la vente et de l'usage des sachets et la validité de l'arrêté rendant la salubrité obligatoire, chaque premier samedi du mois.

Chargé par le gouvernement de fleurir le cimetière d'Itatolo le 1er novembre, Juste Désiré Mondélé s'est indigné par le retour à l'état sauvage de ce cimetière où certains n'ont pu retrouver les tombes de leurs parents, en ces termes : « il est inadmissible que les cimetières qui sont les lieux de recueillement et de musées ailleurs, soient dans cet état. On devrait mettre tout en œuvre pour qu'il y ait des allées afin que les familles se retrouvent facilement ». Il a par conséquent affirmé qu'il est important que la nécropole ne soit pas dans cet état. « On va s'y atteler tous ensemble. C'est l'affaire de tous. Ce n'est pas seulement l'affaire du gouvernement ou de la mairie de Brazzaville ou de Djiri, mais une affaire de tous les citoyens », a-t-il dit.

Marlène Samba

Hôpital général du Djiri

LE BON TRAVAIL DE L'ADMIRATEUR GÉNÉRAL MICHEL SAPOULOU PRIMÉ

Jusqu'à là connu et admiré que par les patients, les gardes, accompagnateurs, visiteurs ou proches, l'excellent service public de santé rendu à l'Hôpital général de Djiri (HGD) depuis sa mise en service par le chef de l'Etat le 15 décembre 2021, est enfin mis en lumière par l'entremise de son directeur général. Michel Sapoulou vient en effet, de recevoir une palme d'or et un diplôme d'honneur décernés par le Réseau des journalistes et communicateurs congolais pour la promotion et l'émulation citoyenne.

L'hôpital général de Djiri figure parmi les rares établissements étatiques de santé publique dont la qualité du service est reconnue et appréciée par tous. Les problèmes financiers, écueils et faiblesses de tout genre qui étaient légion après l'inauguration n'ont pas eu raison sur la détermination et la bonne volonté de l'administrateur général, appuyé par des collaborateurs consciencieux et des partenaires sûrs ainsi qu'un plateau technique dernier cri.

Dans sa cuvée 2023 des récompenses des compatriotes qui font bien et qui méritent d'être encouragés, afin de servir d'exemple aux autres, le Réseau des journalistes et communicateurs congolais pour la promotion et l'émulation citoyenne a sélectionné onze lauréats, au nombre desquels figure

l'administrateur directeur général de l'hôpital général de Djiri. Le Réseau a établi que Michel Sapoulou et ses collaborateurs font un travail de fond. « L'HGD se démarque d'autres formations sanitaires de l'Etat par la prise en charge immédiate, complète et sans conditions, des cas d'urgence et la sollicitude envers les patients... Des indigents sans argent en mains, sont soignés, alors qu'ailleurs ils sont abandonnés », a conclu le réseau pendant son investigation. « Le fonctionnement et l'organisation de cet hôpital sont hors du commun, donc exceptionnels. On a l'impression d'être dans une clinique privée dès la réception. Quiconque rentre dans cet hôpital sort satisfait. Le Réseau a conclu qu'il ne fallait pas attendre que Michel Sapoulou ne soit plus de ce monde, pour le lui



Michel Sapoulou, brandissant son diplôme d'honneur

reconnaitre, l'encourager à faire mieux et d'exceller dans la culture de l'excellence », a reconnu le président du Réseau en remettant les distinctions au récipiendaire. En fait, depuis lors, Michel Sapoulou et ses collaborateurs œuvrent à « assurer les soins d'urgence, de spécialité, les examens de diagnostic, le traitement et l'hospitalisation des malades, des blessés, des femmes enceintes, les consultations, les explorations paracliniques en oncologie

générale ; à servir de deuxième recours pour les hôpitaux de base du département où il est implanté, de niveau de recours pour les formations sanitaires du district sanitaire et des districts sanitaires environnants où il n'y a pas d'hôpital de référence ; à contribuer aux actions de médecine préventive, à la formation du personnel médical, administratif, médico technique et paramédical ; à participer à la recherche en santé et à mener d'autres missions de santé publi-

que », tel que voulu par le président Denis Sassou N'Guesso, en faisant construire cet hôpital. Ce labeur est récompensé, surprenant le lauréat.

« Je suis surpris. Je ne m'y attendais pas. C'est agréable de savoir que, ce que nous faisons est suivi par les populations. Je suis heureux et j'exprime ma reconnaissance et ma gratitude aux plus hautes autorités de ce pays, le président de la République en premier. Parce que, si le bijou architectural Hôpital général de Djiri existe, c'est parce qu'il y a un bâtisseur qui a pensé à le construire. En plus, ces hautes autorités nous ont fait confiance. Elles nous ont confié la charge de ce nouvel hôpital, en plus de la vision qui dicte notre action quotidienne, d'apporter les soins spécialisés de qualité aux populations », a réagi Michel Sapoulou.

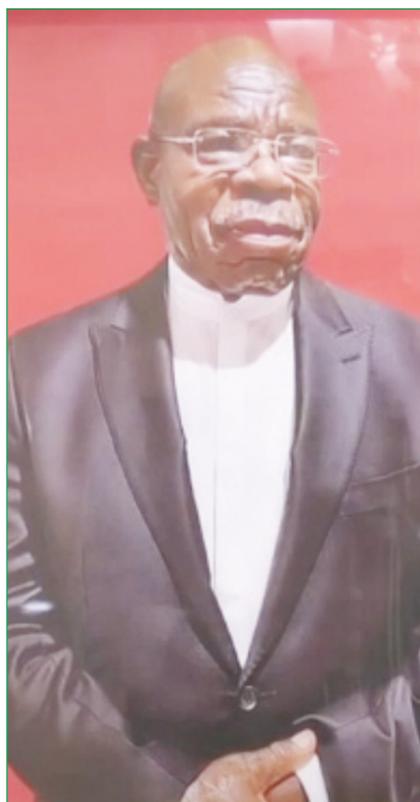
Il dédie sa distinction aux autorités républicaines, au personnel, à l'équipe managériale qui l'accompagne, ainsi qu'à sa famille. « C'est leur prix. Si nous sommes distingués c'est grâce à leur travail... Mon épouse, mes enfants se sacrifient et me comprennent de ne pas voir le mari et papa à tout moment », affirme-t-il. Ce prix est un encouragement à faire davantage, à se surpasser. Mais cela sera possible si l'Etat rembourse rapidement les fonds de prise en charge des indigents qui s'élevaient à 183 818 416 FCFA en janvier 2023.

M.S.

Nécrologie

LE PCT PERD NICODÈME YANDZA, UN CAMARADE DE CONVICTION

Arrivé au terminus de son aventure sur terre à 81 ans, Nicodème Yandza, membre du comité d'honneur du Parti Congolais du Travail (PCT) a quitté son parti et ses camarades qu'il affectionnait tant, le 12 octobre 2023 à Paris en France. Ses obsèques ont eu lieu le 30 octobre 2023 au cimetière du centre-ville de Brazzaville. Il a eu droit à un hommage riche en couleur, de la part de ses compagnons de lutte du PCT. Dans l'oraison funèbre lue par Joseph Kifoua, l'orateur a exhumé les moments palpitants de l'illustre disparu.



Le diplomate Nicodème Yandza est passé à l'orient éternel alors qu'il siégeait au Comité des membres d'honneur du Parti congolais du travail. L'ancien député élu à Makoua dans la Cuvette de 2002 à 2012 a aussi été maire de Moundali. Né le 08 juin 1941 à Mossaka, Nicodème Yandza s'engage en politique dans le tumulte des Trois glorieuses journées des 13, 14 et 15 août 1963. « Révolutionnaire convaincu, il a milité avec ferveur, abnégation et courage dans les rangs de la Jeunesse du Mouvement national de la révolution et de la Défense civile. Il s'est également illustré comme un des pionniers du syndicalisme », se souvient Joseph Kifoua, lui aussi membre du comité d'honneur du PCT.

Après ses études secondaires, Nicodème Yandza s'est intéressé au métier des armes et a suivi des formations professionnelles à l'école de police d'Accra au Ghana, puis à l'école de police de Toulouse en France au terme desquelles, il a obtenu les diplômes d'Inspec-

teur et de commissaire de police. A cela se greffent des formations politico idéologiques, en Egypte, en France, au Ghana et en Guinée Conakry où il a par exemple côtoyé des grands noms du panafricanisme comme Nkwame N'krumah et Sékou Touré.

Au sein du PCT, il a été « un brave militant de première heure parmi ses membres fondateurs, ayant eu pour matricule : le numéro 49. Sa militance exemplaire a fait qu'il soit nommé, en 1970, adjoint au maire de Moundali, fonction qu'il a assumée jusqu'en 1973, cumulativement avec celles de président du PCT Moundali et président du Comité de défense et de sécurité. En 1978, Nicodème YANDZA a été victime d'un accident de circulation qui l'a éloigné, pendant un moment, de ses activités administratives et politiques. Sa santé rétablie, il a assumé la fonction de consul à l'ambassade du Congo en Italie, de 1984 à 1989. De retour de sa mission diplomatique, il a regagné la force publique où il a secondé le commissaire central de Brazzaville jusqu'à son départ à la retraite en 1991, au grade de capitaine de police ».

Elu au Comité central du PCT lors du 6ème congrès extraordinaire en 2011 puis membre du Comité d'honneur à l'issue du 5ème congrès ordinaire en 2019, Nicodème Yandza qui laisse une veuve et quatre enfants a été un militant engagé et fidèle au PCT. Il a été un grand commis de l'Etat pour le Congo qui a fait de lui, Officier dans l'Ordre du mérite congolais, en reconnaissance de ses bons et loyaux services. « Nous retenons des valeurs que tu as incarnées parmi nous et que tu nous lègues en héritage. Ton esprit de sagesse, ton efficacité dans l'action, ton humilité et ton esprit de camaraderie resteront à jamais gravés dans nos coeurs », a promis le collègue du Comité des membres d'honneur, Joseph Kifoua.

Marlène Samba

Nécrologie

HENRI LOPES SERA INHUMÉ CE 14 NOVEMBRE 2023 À MONTPARNASSE - FRANCE

Décédé le 2 novembre 2023 à l'hôpital Foch à Suresnes en France, à l'âge de 86 ans, Henri Lopes sera inhumé ce 14 novembre 2023 au cimetière français de Montparnasse. Le président de la République, Denis Sassou N'Guesso, sera représenté à ces obsèques par le premier ministre, chef de gouvernement, Anatole Collinet Makosso, qui conduit une forte délégation congolaise.



Né le 12 septembre 1937 à Léopoldville, capitale de l'ancien Congo belge, aujourd'hui République Démocratique du Congo (RDC), cet homme politique congolais, écrivain et diplomate, passe ses années d'écolier à Brazzaville et Bangui, avant de séjourner de 1949 à 1965 à Paris et à Nantes. Là-bas, Henri Lopes finit en 1963 ses études à la Sorbonne pour y devenir professeur. Il est membre de quelques associations d'étudiants africains. A son retour au Congo-Brazzaville, son pays, il est professeur d'histoire à l'École normale supérieure d'Afrique centrale à Brazzaville jusqu'en 1966 puis directeur de l'Enseignement jusqu'en 1968.

Membre du Parti Congolais du Travail (PCT) depuis 1968, il devient en 1969, ministre de l'Éducation nationale, ministre des Affaires étrangères en 1972, et le 28 juillet 1973 Premier ministre, une fonction vacante depuis 1969. Le 18 décembre 1975, il est remplacé dans cette fonction par Louis Sylvain-Goma. De 1977 à 1980, Henri Lopes est ministre des Finances.

Il a travaillé pour l'UNESCO où il a été directeur général adjoint pour la culture et pour les relations extérieures de 1982 à 1998, avant d'être nommé ambassadeur de la République du Congo en France, de 1998 à 2015.

Ecrivain

En tant qu'écrivain, Henri Lopes est considéré comme l'un des représentants les plus connus de la littérature africaine moderne. Au Congo, Lopes mène de front deux carrières : il exerce

d'importantes fonctions politiques tout en poursuivant son travail d'écriture. Dans son œuvre littéraire, comme dans sa carrière politique, il milite pour une Afrique ouverte sur le monde. L'écrivain encourage le métissage culturel et trouve l'inspiration pour ses écrits dans la culture africaine, mais aussi dans celle du reste du monde. Habile écrivain, Lopes emploie un ton ironique dans ses récits pour entremêler la fiction et la réalité : ceci lui permet ainsi de traiter avec plus de légèreté des maux qui frappent l'Afrique.

Les principales oeuvres d'Henri Lopes sont : « Tribales » (1971); « La Nouvelle Romance » (1976); « Sans tam-tam » (1977); « Le Pleurer-rire » (1982); « Le Chercheur d'Afriques » (1990); « Sur l'autre rive » (1992); « Maluku au temps des bateaux à roues » (1993); « Le lys et le flamboyant » (1997); « Dossier classé » (2002); « Ma grand-mère bantoue et mes ancêtres les Gaulois » (2003); « Une enfant de Poto-Poto » (2012); « Le Méridional » (2015); « Il est déjà demain » (2018).

En 1972, Henri Lopes est lauréat du Grand prix littéraire d'Afrique noire de l'Association des écrivains de langue française pour son livre « Tribales ». En 1993, l'Académie française lui décerne le Grand prix de la francophonie; la même année, il devient docteur honoris causa de l'université Paris XII et en 2002 de l'Université Laval (Québec).

Gulit Ngou

DES PARTENAIRES SATISFAITS DE L'EXÉCUTION DES PROJETS AVEC LE CONGO

L'évolution des travaux de construction du nouvel entrepôt de la Centrale d'achat des médicaments essentiels et des produits de santé (CAMEPS) et de l'exécution d'autres projets financés par le Programme des Nations unies pour le développement sont au diapason des attentes de Noura Hamladji, la directrice générale adjointe du bureau Afrique du PNUD. De même, la mise en œuvre des projets communs au Congo et à la Suède satisfait Sara Kitabwalla, haut conseiller à la santé de la reproduction à l'Agence suédoise de coopération internationale au développement.

Il sied de noter que Noura Hamladji, a touché du doigt la réalité du niveau d'exécution des travaux de construction d'un nouveau dépôt pharmaceutique de la CAMEPS, de type R+1 bâti sur 679 mètres carrés pour une capacité de 350.000 mètres cubes. Ce qui augmentera de 50%, la capacité de stockage de l'entrepôt, hormis, l'aménagement de la chambre Froide et d'un local technique. La directrice générale adjointe du bureau Afrique du PNUD a été émerveillée par l'évolution des travaux qui ont démarré en Janvier 2023. A ce jour, ils sont exécutés à 99% au niveau de l'entrepôt, à 80% pour la chambre froide et 80% environ pour le local technique.

D'un coût d'environ un milliard de FCFA, équipement compris, ces travaux sont financés par le Fonds mondial de lutte contre la tuberculose, le paludisme et le sida. Noura Hamladji est impressionnée par la qualité de cette réalisation

concrète, le respect des délais et des normes pour l'économie d'énergie et la conservation des médicaments. Ce nouvel entrepôt pourra être mis en service en décembre 2023. Il servira à la délocalisation de certains produits de l'ancien entrepôt. Il est le fruit d'un effort commun au Fonds mondial, à la République du Congo et au PNUD.

Au-delà de cette réalisation, la directrice générale adjointe du bureau Afrique du PNUD a procédé, avec le ministre de la santé et de la population, à l'évaluation des projets financés avec les partenaires Congo-PNUD. « Le partenariat entre Congo-Fonds mondial-PNUD est excellent... J'ai visité le projet de construction du nouvel entrepôt de la Centrale d'achat des médicaments visant à augmenter ses capacités de stockage des médicaments, un projet qui prendra fin d'ici la fin de l'année. J'ai rendu compte au ministre de ce grand succès... Le Congo peut



compter sur le partenariat avec le PNUD qui reste engagé au Congo et sur tous les Objectifs de développement durables, sur l'exécution du Plan national de développement et son accélération. C'est vraiment un engagement fort et, ma visite prouve cet engagement fort aujourd'hui, demain et dans l'avenir pour le développement durable du Congo », a relevé Noura Hamladji.

Avec le haut conseiller à la santé de la reproduction à l'Agence suédoise de coopération internationale au développement, Sara Kitabwalla, Gilbert Mokoki a évalué les programmes de la santé reproductive financés

par le Fonds suédois. « Nous avons discuté de l'appui apporté par l'Agence suédoise de coopération internationale au développement et le gouvernement suédois à la République du Congo pour améliorer la santé sexuelle et reproductive pour la réduction de la mortalité maternelle et infantile. Nous avons constaté qu'il y a eu beaucoup de réalisations. Au niveau du suivi, nous avons vu à partir des indicateurs de suivi de la mortalité maternelle et des indicateurs de la santé de la reproduction. On a mis en place des indicateurs pour suivre les progrès réalisés et, nous avons vu que les choses

ont évolué. Sur le plan stratégique, nous avons accompagné le ministère de la Santé, nous avons vu qu'il y a des documents normatifs et stratégiques d'aide à la prise de décision qui ont été développés avec ce financement. Ils ont contribué à l'amélioration des soins. Et, nous avons vu aussi qu'il y a eu des formations qui ont été organisées à tous les niveaux qui ont contribué à améliorer les prestations dans le domaine de la santé de la reproduction » a conclu Sara Kitabwalla.

Henriet Mouandinga

SENSIBILISATION AUX DANGERS DE LA PEINTURE AU PLOMB SUR L'ENVIRONNEMENT ET LA SANTÉ

A l'instar d'autres pays, la République du Congo a célébré du 22 au 28 octobre 2023, la semaine internationale pour la prévention de l'intoxication au plomb. Placée sous le thème : « Mettre fin au saturnisme infantile », cette journée a été marquée au Congo par plusieurs activités dont celle de l'association action sur l'environnement et le développement (AED). En effet, cette Association a organisé le vendredi 27 octobre 2023 dans la salle du centre interdiocésain des œuvres (C.I.O) à Brazzaville, un atelier de sensibilisation contre le saturnisme dû à la peinture au plomb, couplé à la présentation du projet d'arrêté réglementant la gestion de la peinture au plomb et le matériau de revêtement similaire au Congo. C'est le Dr Eugène Loubaki, président de ladite association qui a présidé les travaux.

L'objectif de cette semaine consiste à faire connaître les effets nocifs de l'exposition au plomb sur la santé. Selon une étude réalisée par le PNUE, l'utilisation de la peinture au plomb et autres toxines représente

un problème sanitaire pour les femmes enceintes et les enfants. La consommation de peinture au plomb a flambé dans les pays en voie de développement au détriment de la santé humaine et de l'environnement. Face à cette urgence



sanitaire, l'AED avait soumis aux autorités compétentes un projet de décret réglementant l'usage de ce matériau au Congo, mais depuis lors,

cette demande est restée sans suite. La pollution au plomb est aussi une menace environnementale qui nécessite une attention ur-

gente. La science est claire sur ses méfaits. Le secteur de la construction continue d'utiliser la peinture au plomb et d'autres toxines, malgré l'existence d'une interdiction prise par les Nations Unies depuis 1921.

Il sied de noter que les peintures chargées au plomb sont encore disponibles au Congo et dans de nombreux pays, à cause du niveau bas de sensibilisation et aux failles dans la réglementation. L'exposition au plomb a des effets dévastateurs sur la santé des enfants et entraîne des déficiences cognitives ainsi que des retards de croissance.

La semaine pour la prévention de l'intoxication au plomb a été initiée en 2012 par l'Alliance mondiale pour l'élimination des peintures au plomb, en partenariat avec le Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE) et l'Organisation mondiale de la santé (OMS).

Dim-Martie Mizère

Education

L'ÉCOLE CONGOLAISE MINÉE DE L'INTÉRIEUR PAR LE NIVEAU DOUTEUX DES ENSEIGNANTS

Le système éducatif national est en proie à de nombreux défis qui influent sur ses performances. Parmi ces défis figure en bonne place le faible niveau des enseignants (es) dont les contreperformances influencent négativement la qualité des enseignements transmis aux apprenants. Année après année, le mal ne cesse de prendre de l'ampleur, tant ces mauvais enseignants sont de plus en plus nombreux. En conséquence, les diplômes délivrés aux impétrants sonnent vides, ils suscitent à la fois doutes et inquiétudes. D'où l'intérêt d'organiser les états généraux de l'enseignement, afin de sauver l'école en péril.

L'ouverture excessive du secteur de l'éducation aux privés a fait perdre toute sa notoriété à l'école congolaise. De ce fait, l'école a cessé d'être un centre, un établissement où l'on dispense des enseignements aux enfants, en vue de leur formation, pour devenir simplement un business. Dès lors, toutes les aventures sont autorisées, même si les conditions exigées ne sont pas remplies. C'est la descente en enfer du système éducatif, avec toutes les conséquences que cela comporte, en termes de perte de notoriété et des mauvais produits qui en sortent ; lesquels sont déversés allègrement sur le marché de l'emploi, causant ainsi du tort aux structures utilisatrices. D'une année à une autre, le contraste est saisissant : les cadres sont parés de diplômes, mais leurs prestations laissent à désirer. Pour les étudiants issus des universités et instituts du Congo, qui désirent poursuivre leurs études supérieures à l'étranger,



l'horizon est souvent sombre. Généralement, ils sont soumis à des tests qui ne leur donnent que très peu de chance d'être reçus, à cause du faible niveau qu'ils affichent. Point n'est besoin de recher

cher les causes de tous ces maux dans l'orbite jupitérienne, puisqu'elles sont internes à l'école congolaise, minée de l'intérieur par une horde d'enseignants et enseignantes incompetents, mal outillés

qui ne méritent pas leur place dans les salles de classe en tant qu'encadreurs. Avec des niveaux d'études douteux, ces enseignants, plutôt, ces canards boiteux prennent souvent des raccourcis pour cacher leurs manquements. Leurs faiblesses sont vite détectées par les enfants qui ne manquent pas d'en faire un rapport aux parents.

La présence des mauvais enseignants dans les salles de classe et à la tête des établissements scolaires, ainsi que leur nombre sans cesse croissant, est un véritable cancer pour l'école congolaise. Aujourd'hui plus qu'hier, l'amélioration des performances de notre système éducatif sonne comme un impératif.

Rôle et place de l'enseignant à l'école

Depuis plus de deux décennies, le Congo a fait d'énormes progrès dans la construction et la modernisation des infrastructures scolaires. Ça et là, y compris à l'intérieur du pays, des bâtiments scolaires dignes de ce nom sont construits. Dans les grands centres, des salles multimédia, salles de classe et laboratoires équipés ont été érigés pour améliorer les conditions d'apprentissage. Mais, tous ces investissements n'ont pas suffi à améliorer les performances de l'école congolaise. Le problème continue de se poser sur la qualité du capital humain, notamment les enseignants à qui revient la redoutable mission de former les futurs cadres. En effet, dans

tout système éducatif, les enseignants constituent le facteur le plus déterminant de l'apprentissage. Bien plus que de simples transmetteurs de savoirs, ils apportent aux enfants les outils nécessaires d'analyse et de résolution des problèmes, ainsi qu'une utilisation efficace des informations reçues. A ce titre, ils facilitent et dirigent le développement des habiletés cognitives, métacognitives et socio-affectives. C'est par leur entremise que s'effectue le travail de reproduction. Ainsi circonscrit, le rôle des enseignants auprès de ces élèves (agents de reproduction) n'est plus à démontrer. En ce sens, les sociologues de l'éducation reconnaissent le double rôle tenu par les enseignants : celui de transmettre des connaissances et celui de socialiser les élèves aux valeurs de la société.

Partant du principe selon lequel « tel enseignant, tel élève », il n'est pas superflu de s'interroger sur les valeurs qu'un enseignant incompetent peut transmettre à ses élèves ? Assurément, des faussetés.

Les enseignants incompetents, que faire ?

Généralement peu concentrés, ces enseignants ne sont pas compris par leurs élèves et embrouillent les enfants en mêlant les pincesaux. A tout moment, ils donnent du fil à retordre aussi bien aux élèves qu'à la direction de l'école. Pour cacher leurs manquements, ils sont absents ou arrivent en retard aux cours ; parfois, ils sont colériques à l'excès, intolérants parfois violents.

« Revaloriser la profession enseignante en expurgeant l'école des enseignants incompetents », telle est la préoccupation plusieurs fois exprimée par les parents d'élèves. Sous d'autres cieux, la qualité du personnel enseignant est considérée comme le critère le plus déterminant de la réussite des élèves. D'où l'intérêt d'élaborer un programme d'évaluation des enseignants.

Pour comprendre et traiter le mal à la racine, le gouvernement, soucieux d'améliorer les performances de son système éducatif, de formation et de recherche, a décidé de l'organisation des assises de l'éducation nationale, de la formation et de recherche. A cet effet, en 2021 il a été institué un Haut-commissariat à l'organisation des états généraux de l'éducation nationale, de la formation et de recherche. L'approche retenue est de rassembler de manière inclusive tous les acteurs, à l'effet de mener une réflexion, en vue d'aboutir à un système éducatif, de formation et de la recherche performant pour le développement du capital humain.

Jules Débel

MINISTRE DU CONTROLE D'ETAT
DE LA QUALITE DU SERVICE PUBLIC ET
DE LA LUTTE CONTRE LES ANTIVALEURS

AUTORITE DE REGULATION
DES MARCHES PUBLICS

CONSEIL DE REGULATION

DIRECTION GENERALE

DIRECTION DE LAREGULATION
ET DES AFFAIRES JURIDIQUES

REPUBLIQUE DU CONGO
Unité-Travail-Progrès

COMMUNIQUE

La Direction générale de l'Autorité de Régulation des Marchés Publics (ARMP) relance, de nouveau, les maîtres d'ouvrage et maîtres d'ouvrage délégué, sur l'obligation de procéder à la désignation des personnes responsables des marchés publics et à la nomination des membres des cellules de gestion des marchés publics de leurs structures, conformément au décret n° 2022-1854 du 12 octobre 2022 modifiant et complétant le décret n° 2009-161 du 20 mai 2009 portant organisation et fonctionnement de la cellule de gestion des marchés publics.

En effet, une année après la publication du décret précité seulement 24,57% des maîtres d'ouvrage ont nommé les personnes responsables des marchés publics ainsi que les membres de leurs cellules de gestion des marchés publics malgré de multiples et divers rappels à ce sujet.

Aussi, l'ARMP porte à la haute attention des maîtres d'ouvrage qu'à compter du 1er janvier 2024, les marchés publics passés hors cadre réglementaire en vigueur seront frappés d'irrégularité.

La Direction générale de l'ARMP compte sur votre bienveillante compréhension.

Fait à Brazzaville, le

La Directrice générale,

Valencia Iloki Engamba

Enseignement secondaire

UN LYCÉE D'ENSEIGNEMENT GÉNÉRAL ENFIN OUVERT À OYO

Situé à mi-chemin entre Oyo et Edou, le lycée d'enseignement général Antoine Ndinga Oba (LGANO) est un complexe de 15 bâtiments plain-pied et R+1, bâti sur les plaines de Ngouéné, au bord de la route nationale N°2. Ce premier lycée public d'enseignement général d'Oyo est un don de la Société nationale des pétroles du Congo (SNPC) dans le cadre de sa responsabilité sociale. Inauguré le 7 novembre 2023, LGANO à l'instar du lycée d'excellence de Mbounda dans le Niari et du complexe Révolution-Gampo Olilou à Brazzaville, a été mis en service par le président de la République Denis Sassou N'Guesso.



Coupe du ruban symbolique par le Chef de l'Etat

La fiche technique du lycée d'enseignement général Antoine Ndinga Oba d'Oyo, présentée par Maixent Raoul Ominga, directeur général de la Société nationale des pétroles du Congo, renseigne que le complexe occupe une superficie de 6 hectares. Il offre quinze bâtiments comprenant des salles de classes, des dortoirs, un réfectoire; des laboratoires de sciences et de langues; une salle multimédia, des logements pour le personnel administratif et le corps enseignant; un terrain de football, un terrain de handball, un terrain de basketball, deux terrains de tennis et une piste d'athlétisme. Il y a en outre, les installations et réseaux d'eau potable, l'électricité et une salle multimédia; des espaces verts; un mur de clôture fait en béton et de

grilles. Ce lycée dispose déjà du matériel didactique et des équipements de tout genre qui augmentent le confort qu'offre ce lycée à son personnel et ses élèves. Les travaux de construction et l'équipement dudit lycée ont été entièrement financés par la fondation de la SNPC. Ils ont bénéficié de l'expertise de la société chinoise CEEDI, du Bureau d'étude, de contrôle, d'aménagement et d'urbanisme; du Bureau de contrôle du bâtiment et des travaux publics.

Ce lycée rend hommage à l'ancien ministre de l'éducation, ancien ministre des affaires étrangères et enseignant à l'Université Marien Ngouabi, Antoine Ndinga Oba. Le directeur général de la SNPC Maixent Raoul Ominga n'a pas tari d'éloges en parlant de cette illustre personnalité. «Ce lycée



Vue partielle du lycée

que la fondation de la SNPC offre à la jeunesse du Congo, porte le nom d'Antoine Ndinga Oba, ce grand pédagogue de talent, enseignant de carrière, homme d'Etat qui s'est battu sans répit, pour réformer notre système éducatif en lui donnant les fondements qui le portent aujourd'hui». Le diplomate José Rigobert Mban-Ethat, l'ancien directeur de cabinet d'Antoine Ndinga Oba parle de la justice rendue à un commis de l'Etat, concepteur et artisan de la plupart des textes organisateurs du système éducatif congolais. Le maire de la commune d'Oyo, Gaston Yoka a pour sa part salué cet événement qui honore sa ville et a demandé à ses concitoyens d'en assurer protection. Ce 7 novembre 2023 est un jour mémorable pour le premier citoyen de la ville d'Oyo et les parents d'élèves, parce qu'il met un terme au décrochage scolaire des jeunes brevetés. En effet, faute de soutien là où ils devraient poursuivre leur cursus scolaire, ces jeunes étaient parfois contraints d'abandonner leurs études. Pour sa part, le ministre de l'en-

seignement préscolaire, primaire, secondaire et de l'alphabétisation, Jean Luc Mouthou, a indiqué que ce choix n'est pas anodin, d'autant plus que le lycée Antoine Ndinga Oba rend hommage à un grand intellectuel de notre pays et ce nom devrait inspirer toutes les

objectif que tous les autres à savoir, rapprocher l'école des apprenants, améliorer les conditions d'études et de travail afin de réduire la pénibilité des apprentissages tout en renforçant les capacités de la carte scolaire».

Pour lui, l'ouverture du LGANO



Maixent Raoul Ominga, Directeur général de la SNPC

général d'élèves. Faisant l'éloge de la construction des lycées modernes au Congo dont l'essentiel porte les empreintes du président Denis Sassou N'Guesso, le ministre Jean Luc Mouthou exhume le souvenir. « Il n'y a pas que les chiffres qui nous renseignent, mais aussi les nombreuses réalisations. En 1979, notre pays ne comptait que neuf lycées d'enseignement général. A l'occasion de la rentrée des classes 2023-2024, de nombreux lycées ont ouvert ou vont ouvrir leurs portes sur l'ensemble du territoire national. Le lycée d'Oyo sera le 86^{ème} de notre système éducatif. Que de chemin parcouru depuis 1979. Le 85^{ème}, qui a été inauguré le 04 novembre 2023 dans le 5^{ème} arrondissement de Pointe-Noire, poursuit le même

marque un jour mémorable en ce qu'il célèbre l'éducation et pose les bases solides de l'avenir du Congo. « Ce lycée symbolise l'espoir ainsi que les opportunités de réussite illimitées de la jeunesse. Les jeunes ne vont plus désormais parcourir de grandes distances pour aller au lycée ». Aux élèves, le ministre garde bon espoir qu'ils auront compris le sens et le bien fondé des sacrifices consentis par le président de la République, pour leur assurer des enseignements de qualité dans des conditions optimales. Il les invite à faire preuve de civisme et de patriotisme, afin de préserver le joyau ainsi acquis. Il a exhorté les responsables à en prendre soin.

Marlène Samba



Photo de la postérité après l'inauguration

Promotion des métiers ruraux

UN CENTRE CONVENTIONNÉ DE FORMATION INAUGURÉ À LIBOKA

Une autre nouvelle page de l'histoire de Liboka vient d'être écrite ce 8 novembre 2023, avec l'inauguration du Centre d'éducation, de formation et d'apprentissage Etemabeka de Liboka (CEFAEL). En présence des invités de marque venus d'horizons divers et des populations des villages environnants, cet événement riche en sons, couleurs et symboles a été placé sous le haut patronage du ministre de l'enseignement technique et professionnel Ghislain Thierry Maguessa Ebomé qui a coupé le ruban symbolique et dévoilé la plaque inaugurale. Ce bâtiment moderne est un don de Maixent Raoul Ominga, directeur général de la SNPC aux enfants du Congo.

Avant la visite du joyau, la coupure du ruban et le dévoilement de la plaque inaugurale, plusieurs séquences ont mobilisé l'attention des participants. L'une des plus essentielles aura été la sollicitation de la caution et de la protection spirituelles d'Etemabeka, le « mystique, mythique grand sage, notable, défenseur de la culture des terres Liboka contre le christianisme, la culture occidentale, l'exploitation et la domination de sa contrée par les blancs ». Muni d'une bouteille de tsamba frais, Jérôme Lékindi l'un des deux derniers fils biologiques d'Etemabeka s'est placé devant le portait géant de son feu père, suppliant le monde des invisibles et des immortels, de veiller sur le centre, ses animateurs et ses apprenants, de protéger le promoteur et de veiller aussi sur son mentor, le président de la République Denis Sassou N'Guesso.

Bien avant, des officiels parmi lesquels le sous-préfet d'Oyo Tsono Ndzalé, l'architecte Alain Ndongo, le promoteur Maixent Raoul Ominga ou le directeur général de la formation professionnelle Christophe Lia se sont succédé à la tribune pour louer l'initiative. Dans sa présentation, le maître d'œuvre, l'architecte Alain Ndongo a donné les caractéristiques techniques de la structure et du site. « Implanté au carrefour des routes Edou, Owando et Bokouélé, ce complexe est situé à quelques encablures du village Otho où se trouve le complexe agropastoral et piscicole d'Ivongui. Cette ferme très moderne servira de lieu d'enseignements pratiques aux apprenants. Ce projet évolutif comprend à son inauguration, deux bâtiments formant un L dont l'angle de jonction est l'entrée principale qui porte la dénomination du centre. Il offre une dizaine de salles de classe, des bureaux, une salle multimédia, une bibliothèque, un laboratoire de langue, un laboratoire scientifique, une salle de réception, une salle d'archives, un bloc sanitaire, un débarras, un local pour le surpresseur ». Ce centre a une capacité d'accueil de 500

apprenants et leurs encadreurs seront logés in-situ.

Pour le sous-préfet d'Oyo, Tsono Ndzalé, cette réalisation est une preuve que son promoteur accompagne le président de la république dans la mise en œuvre de son projet de société. « L'école est le berceau de la République, soyons donc fiers de ce centre et prenons en soin. La construction d'une école sur un territoire est le plus beau témoin de sa vitalité; inaugurer une école est un acte majeur pour l'avenir d'un territoire. Avoir ce privilège qui revêt une rare importance. Surtout quand il intervient à la fin d'un long processus et que la qualité de la réalisation s'avère être à la hauteur de nos rêves. Nous sommes fiers de la construction d'un centre d'éducation, de formation et d'apprentissage des métiers ruraux à Liboka », a déclaré le sous-préfet.

Pour sa part, le concepteur et promoteur du projet, Maixent Raoul Ominga, se dit être dans le droit fil du projet de société du chef de l'Etat qui met l'accent sur la création des Centres d'études, de formation et d'apprentissage. Ces centres sont vivement attendus, parce qu'ils élèvent le niveau de compétence de ceux qui travaillent déjà et rendent vite employables, tous ceux qui sont à la recherche d'un emploi. « Le premier citoyen



congolais, s'est engagé à donner une place de choix à la formation qualifiante de la jeunesse. C'est en nous inspirant de cette vision clairvoyante et de cet engagement précieux du Chef de l'Etat, que nous avons entrepris de réaliser cet ouvrage salubre. En érigeant ce centre d'apprentissage en milieu rural, nous brisons un tabou qui consiste à laisser penser, à tort, que la réussite sociale des jeunes n'est possible qu'en ville. Non mes amis, on peut vivre décemment en zone rurale avec les moyens modernes d'existence, tout en exerçant les métiers de la terre. C'est ce noble rêve que nous voulons partager avec la jeunesse rurale en investissant dans l'enseignement professionnel et qualifiant, précisément à l'intérieur du pays. On aura compris que notre objectif est de contribuer à mettre à la disposition du

pays, des techniciens dans les métiers de l'agriculture et de l'élevage. C'est pourquoi, cette expérience pilote est appelée à se développer, en fonction de l'importance des projets agricoles et d'élevage qui vont se matérialiser dans les districts que compte ce département», a fait savoir Maixent Raoul Ominga en faisant part de sa joie à l'aboutissement du projet.

De son côté, Christophe Lia, le directeur général de la formation qualifiante a plongé l'assistance dans l'odyssée des CEFA. « Les CEFA sont fonctionnels depuis 2016 pour assurer la formation professionnelle dans divers domaines. Ce dispositif de formation qui s'appuie sur l'Approche Par Compétence, alterne la formation théorique à la pratique, permettant ainsi aux apprenants d'acquérir les compétences nécessaires à l'exercice de leur métier et pour leur meilleure employabilité. Le

niveau d'entrée dans les CEFA correspond à la quatrième ou la troisième du collège d'enseignement général. La durée de formation est de deux ans, sanctionnée par un Certificat d'aptitude professionnel ». Il a par ailleurs indiqué que le CEFA conventionné de Liboka s'ajoute aux cinq premiers d'Etat.

A ces CEFA publics, s'ajoute aujourd'hui le premier CEFA conventionné des métiers ruraux de Liboka et qui est aussi le tout premier de la partie septentrionale de notre pays. Comme ses prédécesseurs, Joseph Lia renchérit, « cette structure de formation professionnelle qui obéit au programme de société du président de la République, place la formation de la jeunesse au cœur de ses préoccupations ».

Marlène Samba, envoyé spécial à Liboka



Une vue des officiels

Episcopat

LES ÉVÊQUES DU CONGO EN VISITE CHEZ LE PAPE FRANÇOIS

Tous les cinq ans, sauf changement du calendrier du Pape, chaque conférence épiscopale se rend en visite ad limina à Rome pour rencontrer le Saint-Père. Cette rencontre a pour but d'approfondir la communion entre le Pape et les évêques ainsi que pour l'écouter sur la situation actuelle de l'église en général et celle de chaque pays en particulier. Au cours de la même rencontre, les évêques exprimeront et présenteront au Saint-Père la situation sociale des fidèles et les défis auxquels chaque diocèse est confronté.

Les évêques du Congo se sont envolés pour Rome le vendredi 10 novembre 2023. La dernière visite ad limina des évêques du Congo remonte au 5 mai 2015. Au cours de celle-ci, le Pape François, avait exhorté les évêques à orienter leur épiscopat sur la voie de l'unité. « L'unité de tous les fidèles dans l'Eglise est exigée pour ne pas tomber dans la confusion des rôles ni sombrer dans la mendicité. Certains diocèses éprouvent de grandes difficultés, en raison de l'insuffisance des ressources matérielles et financières locales disponibles. Je mesure l'ampleur des soucis et des préoccupations liées à une telle situation dans le cœur d'un pasteur. Voilà pourquoi, je vous encourage

à engager résolument vos diocèses sur la voie de l'autonomie (...). Vous continuerez de veiller à ce que les aides économiques accordées à vos Églises particulières pour les soutenir dans leur mission spécifique. Les aides économiques ne limitent ni votre liberté de pasteurs et n'entravent ni la liberté de l'Église, qui devrait toujours avoir les coudées franches pour annoncer l'Évangile avec crédibilité».

Signalons que la visite ad limina est une occasion d'exprimer en communion ecclésiale entre les Evêques et le Pape, garant de l'unité de l'Eglise et qui « préside dans la charité, la Conférence épiscopale du Congo ne manquera pas de poser la question sur l'avancement du dossier de la Cause de



Les évêques du Congo (Photo d'archives)

béatification et de canonisation du Cardinal Emile Biayenda introduit à Rome depuis septembre 2003.

Conduite par Mgr Bienvenu Manamika Bafouakouahou, archevêque de Brazzaville et président de la Conférence Episcopale du Congo (CEC), la délégation congolaise est composée de NNESS Miguel Angel Olaverri Arroniz, ar-

chevêque de Pointe-Noire ; Benoît Gassongo, évêque de Gamboma et vice-président de la CEC ; Gelase Armel Kema, évêque de Ouessou et administrateur apostolique d'Owando ; Daniel Mizongo, évêque de Impfondo ; Ildevert Mathurin Mouanga, évêque de Kinkala et Toussaint Ngoma Foumanet, évêque de Dolisie.

Huit évêques en fonction sur les neuf feront le déplacement de Rome en Italie. A eux, s'associeront les cinq évêques émérites qui ont fait valoir leur droit à la retraite parmi lesquels NNESS Jean Gardin, Yves Marie Monot, Louis Portellas, Anatole Milandou et Victor Abagna-Mossa.

Grégoire Yengo Diatsana



PARADOXES

PARADOXES

PARADOXES

PARADOXES

PARADOXES

◆ On ne badine pas avec l'autorité de l'Etat

Beaucoup de Brazzavillois croyaient que l'opération de déguerpissement des occupants anarchiques des espaces publics allait s'essouffler après la tenue dans la ville capitale du sommet sur les trois grands bassins forestiers du monde. Les vendeurs et vendeuses ambulants voulaient renouer avec leurs habitudes d'antan. Ils ont été surpris que l'opération se soit étendue à d'autres espaces qui n'étaient pas touchés. Ceux de Texaco, Mikalou, Ngamakosso et bien d'autres ont subi le même sort que les vendeurs des marchés Total, Dragage et Ouenzé. Les éléments de la police commis à la tâche ont été efficaces. Quelques récalcitrants qui voulaient résister n'ont eu que leurs yeux pour pleurer le démantèlement de leurs étals et hangars qui encombraient, rétrécissaient et salissaient les chaussées. Les anarchistes boudent ce déguerpissement qui les a surpris et les privent d'une activité qu'ils exerçaient en foulant au pied l'autorité de l'Etat. Un proverbe nous renseigne qu'on ne peut pas faire une omelette sans casser les œufs. Nous osons croire que cette opération visant à rendre propre la ville de Brazzaville durera dans le temps et l'espace afin de redonner à notre capitale un peu de sa beauté.

◆ Confusion de tombe pendant la Toussaint

Le 1^{er} novembre de chaque année, les Congolais se rendent dans les cimetières pour nettoyer et fleurir les tombes des parents et des êtres chers ayant quitté le monde des vivants. Et comme nombreux ne s'y rendent pas souvent, il y a de ceux qui n'arrivent pas à retrouver les tombes des disparus. D'autres par contre confondent les tombes comme au cimetière de Loukanga sur la route de Nganga-Lingolo, où un monsieur a mis la propreté sur la tombe d'autrui en la confondant à celle de son père qui avait les mêmes caractéristiques. Lorsque ses nièces qui étaient parties acheter du manioc et des légumes vendus à l'entrée du cimetière arrivent sur le lieu, elles constatent que la tombe que l'oncle nettoyait n'est pas celle de leur grand-père. Pendant qu'ils étaient en train de discuter, d'autres parents rapprochent de la même tombe avec des outils aratoires et des fleurs. Ils échangent quelques paroles et finissent heureusement par se comprendre. L'oncle et ses nièces font des recherches et trouvent après quelques minutes la tombe perdue.

◆ Un contrôleur puant et impoli

Les contrôleurs de certains bus donnent de la nausée quand on est à bord des moyens dont ils ont la charge. Un de nos chercheurs a emprunté un bus dans lequel se trouvait un contrôleur

transpirant à grosse goutte et dégageant une odeur nauséabonde. Il ne fait pas de doute que le monsieur ne prend pas régulièrement soin de son corps, et que son tricot noir est porté plusieurs jours sans être lavé. Ce contrôleur qui a indisposé les usagers tout le long du parcours a brillé également par une impolitesse avérée. Face à un tel comportement, il est souhaitable que le syndicat des transporteurs fasse un travail d'éducation et de sensibilisation auprès des chauffeurs et des conducteurs dont un grand nombre affiche un comportement déplorable.

◆ Un faux fantôme démasqué

Dans une localité de l'intérieur du pays, un cimetière se trouve sur une voie principale conduisant vers une grande forêt où les habitants de cette contrée cultivent des champs et pratiquent la chasse et la pêche. Contrairement à ce qui se passe dans certains villages, ce cimetière ne faisait pas peur. On pouvait y passer de nuit comme de jour. Récemment, un homme de mauvaise foi a choisi cet endroit pour effrayer les passants afin de récupérer leur butin de chasse ou de pêche et d'autres objets dont des bicyclettes abandonnées par ceux qui prennent la fuite devant le faux fantôme.

Depuis que l'homme a commencé à terroriser les gens, un climat de peur s'est installé et le passage au niveau de la tombe d'un ancien chef de village se fait en silence puisque des mauvaises

langues racontaient que c'est ce dernier qui sort la nuit pour surveiller les lieux où l'homme en blanc autrement dit le fameux fantôme a pris l'habitude d'apparaître.

Les victimes étaient souvent ceux qui revenaient des champs ou de la chasse dans la nuit. Ils se retrouvaient devant un homme de blanc vêtu, tenant deux fagots ardents qu'il tourne comme une hélice d'avion. Face à cette situation anormale dans un lieu lugubre, les habitants, même ceux qui étaient sur des bicyclettes abandonnaient tout et le bandit se servait tranquillement. Après avoir agi ainsi, il laissait passer des jours, le temps d'aller vendre dans un village lointain les marchandises subtilisées.

Il a fallu le courage de deux enseignants d'éducation physique à la retraite pour mettre fin aux agissements de ce bandit. Ils étaient chacun sur un vélo. Arrivés au lieu fatidique, le fameux fantôme dans son grand boubou blanc est sorti avec ses deux fagots ardents. Il a gesticulé en vain, nos braves hommes avançaient. Se rendant compte que la situation était en sa défaveur, le bandit s'est lancé dans une fuite effrénée dans le cimetière. Les deux hommes l'ont poursuivi jusqu'à l'attraper et l'identifier. On a finalement découvert que c'est un enfant du village. Ce dernier serait un consommateur de chanvre indien certainement pour avoir le courage de jouer au fantôme afin de causer des préjudices à la population. □

Ballon d'or 2023

LÉO MESSI, POUR LA 8^{ème} FOIS

C'est le 30 octobre dernier qu'a eu lieu au théâtre du Châtelet à Paris la cérémonie officielle de remise de récompenses aux footballeurs qui se sont distingués au cours de la saison 2022-2023. L'argentin Lionel Messi a donc succédé au français Karim Benzema pour le titre de meilleur footballeur de la planète.

Evidemment, en y regardant de très près on constate quand même une certaine lassitude car depuis la création de ce trophée récompensant le meilleur footballeur de la planète, jamais il n'a quitté les championnats européens. On a comme l'impression que dans les autres championnats du monde, il n'y a jamais personne pour aspirer à cette distinction. Du moment où il y a les fameux grands championnats à savoir France, Angleterre, Italie, Espagne et Allemagne les autres resteront à jamais barrés.

Car ils auront toujours l'avantage d'être les plus suivis, les plus médiatisés et les plus attirants. Mais, de nos jours, ils souffrent quand même d'une terrible concurrence venue d'Asie au plan financier. Mais ce ne sera qu'au plan médiatique que la différence va sûrement se faire car, ces derniers temps, l'Asie est en train d'arracher à l'Europe bon nombre de ses célébrités. Les Cristiano Ronaldo, Karim Benzema, Ngolo Kanté, et pas mal d'autres stars baignent déjà dans l'argent asiatique. L'Europe a donc intérêt à bien se tenir. Toutefois, il est encore difficile qu'un ballon d'or sorte d'Asie, d'Amérique du sud, de la zone Concacaf, de l'Afrique, de l'Océanie et consort. Car



Les lauréats du Ballon d'or 2023 Lionel Messi et Aitana Bonmati

même les votants eux-mêmes n'ont d'yeux que pour l'Europe.

C'est comme si dans leurs propres continents respectifs le football ne se joue pas ou que les vrais footballeurs n'y sont pas. Le débat mérite d'être lancé car aussi éminemment collectif que puisse être le football il est possible de trouver quelque part, ailleurs qu'en Europe, un talent qui crève l'écran. Mais qui va le détecter? Qui va le faire connaître? De toute façon tous ceux qui sont détectés prennent tous le chemin de l'Europe et, bientôt, celui de l'Asie dans la mesure

où c'est l'argent qui fait la loi dans le football professionnel.

Léo Messi, une sortie par la grande porte

Il est rare, très rare que les résultats de l'élection du ballon d'or fassent l'unanimité. Car les électeurs proviennent de tous les pays de la planète-foot. Certes, des critères sont clairement définis par l'hebdomadaire français France Football. Mais sont-ils pour autant scrupuleusement respectés? Voilà pourquoi le défunt président de la fédération congolaise de football, Sylvestre Bongo, affirmait : « *Même des élec-*

tions peuvent accoucher d'un monstre ». Non pas pour contester l'élection de Léo Messi mais pour dire que les électeurs arrivent le plus souvent avec leur goût, leur préférence, leur fanatisme qui ne sont pas forcément en harmonie avec les critères de France Football.

Hormis le talent individuel,

il y a pas mal d'autres critères qui entrent en ligne de compte. Mais tous les électeurs en tiennent-ils compte? Mais en regardant le verdict de 2023, on n'est pas trop loin de la vérité même si Radio France Internationale en particulier a semblé contester la présence de Léo sur le toit. Effectivement, Erling Haaland a beaucoup fait cette année avec Manchester city, champion d'Europe et d'Angleterre. Mais la Norvège est restée plutôt anonyme. Ce n'est pas toujours à négliger car il aurait dû porter son équipe nationale à bout de bras. Sa deuxième place au classement

final se justifie. Kylian Mbappé a un talent individuel indéniable, incontestable. Mais il n'est que champion de France. Il a perdu « sa » coupe du monde devant Lionel Messi. C'est, peut-être, cela qui a causé sa perte surtout que la saison dernière l'accent avait plutôt été mis sur l'Europe où Karim Benzema fut étincelant.

Mais, apparemment, réparation a été faite cette année. Car au Paris Saint Germain Kylian Mbappé et Lionel Messi ont été complémentaires. Il reste que Léo, quoique désavantagé par le poids de l'âge, a su mettre en relief son intelligence, son talent et sa classe. Et le fait qu'il ait battu Mbappé en finale de coupe du monde, c'est ce qui a sûrement fait la différence. En plus, Léo est désormais très proche de la porte de sortie. Cette nouvelle distinction est, peut-être, destinée à récompenser tous les services rendus au football tout au long de sa carrière. Car on ne retrouvera plus jamais le Messi du Fc Barcelone. Il aura été plusieurs fois champion d'Espagne, champion d'Europe des clubs, champion d'Amérique du sud, champion de France et, bien sûr, champion du monde. C'est tout cela, peut-être, que les électeurs ont tenu à mettre en relief.

N'empêche, le débat est là et il restera toujours des mordus du foot qui vont contester l'élection de Léo Messi. C'est de leur droit. Mais ils ne pourront pas, cependant, enlever ce huitième plébiscite à l'argentin qui est, à ce jour, le recordman dans cette catégorie. Bravo, Léo!

Nathan Tsongou

Championnat national de football ligue 1

LA SAISON EN COURS PEUT-ELLE ÊTRE CELLE DE L'ESPOIR ?

C'est depuis samedi dernier qu'a été donné le coup d'envoi de la saison 2023-2024 de football par le lancement du championnat national ligue 1. Mais il sied de reconnaître qu'un climat quelque peu trouble a prévalu avant le démarrage des hostilités, la rue ayant vite fait de poluer le climat.

En effet, la fédération congolaise de football s'est battue bec et ongles pour s'offrir un parrain pour le football de l'élite. Après négociations elle est parvenue à signer un contrat avec la société Avas sports Events qui a consenti à investir dans le football congolais sous conditions, bien sûr. Mais, curieusement, on a appris de sources incontrôlées que ce contrat ne pouvait plus être mis en exécution. Mais les raisons n'étaient connues que des mauvaises langues. Cependant, cela a

plutôt laissé penser que les auteurs de cette désinformation sont en réalité des champions de l'abbaye de Thélème où est mis en relief le « *Fais ce que voudras* ».

Alors ceux-là s'attendaient à voir Avas sports Events se mettre, sans précaution aucune, à distribuer de l'argent aux clubs. Ce qui serait une manière d'enrichir certains dirigeants alors que cet argent est plutôt destiné aux footballeurs et au football. Le Congolais, de plus en plus est sensible ces derniers temps au « frottement

du diable » et s'attendait très vite à encaisser pour en faire à sa tête. Mais le contrat signé avec Avas sports Events exige des clubs la présentation des contrats avec les joueurs, la présentation des sièges, celle de l'équipe féminine les comptes en banque, etc.

Le contrat intéresse donc des clubs bien structurés sur tous les plans. Ce n'est donc plus l'affaire d'un homme seul mais d'un groupe d'hommes ayant chacun un rôle dans une organisation respectable. C'est ce qui fait que le football redevient éminemment collectif. Il s'agit donc là de garde-fous et il va désormais devoir être strict sur les moyens de contrôle. Ceci pour dire que le contrat Fécofoot-Avas sports Events

va être exécutoire dès cette saison et ce dans des termes initialement arrêtés.

Que peut-on attendre de ce championnat national ligue 1

Le championnat national ligue 1 a donc été lancé depuis samedi et à l'heure qu'il est tous les résultats de la première journée sont tous déjà connus. Mais ils ne constituent pas pour autant une jauge crédible dans une épreuve où l'endurance tient un rôle primordial. Depuis que l'As Otohô a succédé à l'Ac Léopards aucune autre équipe n'est parvenue jusqu'à raver la vedette à l'équipe du président Raoul Maixent Ominga. On a beau dire dans les officines qu'il y a du louche mais objectivement cela n'a jamais été démontré. Comme on le dit souvent : « on ne jette des pierres que sur l'arbre qui porte du fruit ».

Mais, paradoxalement, on note comme un partage entre l'As Otohô, qui a enfermé le titre na-

tional dans son armoire, et Diables-Noirs qui a signé un pacte avec la coupe du Congo. Ainsi les pronostics, à l'ouverture de la saison 2023-2024, penchent à nouveau en faveur de l'As Otohô pour le championnat. La coupe du Congo, quant à elle, sera encore réservée à Diables-Noirs.

Est-ce que l'intervention d'Avas sports Events va changer la donne? C'est ce qu'on attend de voir car même si le recrutement peut avoir été raté. Cela concerne d'ailleurs tous les clubs qui ont fait chacun avec les moyens de bord. Mais sur le plan de l'endurance tout le monde est au même niveau et bénéficient des mêmes moyens. On ne devrait donc pas s'attendre à de tremblement de terre cette saison. Il va encore falloir patienter. Mais, avec le football, on ne sait jamais. Soyons donc plutôt patients.

Merlin Ebalé

Ministère des sports-Fédération congolaise de Football

LES VIOLONS ENCORE EN DÉSACCORD CETTE FOIS AUTOUR DE L'ENTRAÎNEUR-SÉLECTIONNEUR

Il est rare, très rare même, que le ministère en charge des sports et la fédération congolaise de football pensent ensemble sur un même thème. C'est, peut-être, l'une des explications à nos déboires du moment car il n'est jamais bon de partir en chasse en rangs dispersés.

La discorde actuelle concerne le prochain entraîneur-sélectionneur des Diables-Rouges.

On sait depuis quelque temps que le Congo devrait commencer les éliminatoires de la coupe du monde le 17 novembre prochain à Ndola où les Diables-Rouges y seraient pour défier les Tshipolopolo de Zambie. Et là, il y a déjà un obstacle à franchir pour avoir le quitus de la Fifa afin de disputer ce match. Car le Congo a un contentieux avec son ancien entraîneur-sélectionneur, le français Sébastien Migné. Si la dette vis-à-vis du technicien français n'est pas épongié le Congo sera rayé du calendrier des éliminatoires de la coupe du monde 2026. Le dernier délai était fixé au vendredi 10 novembre dernier.

Voilà une nouvelle course contre la montre qui a dû s'engager et cela prouve à suffisance qu'un malheur ne vient jamais seul. Car déjà il y a la situation du handball qui apparaît comme un vrai casse-tête. Après le calamiteux voyage en Angola pour les éliminatoires du tournoi olympique, ce handball féminin va finalement être jeté en pâture en coupe du monde qui commence dans seize jours en Norvège et en Suède.

A cela s'ajoute cet épée de Damoclès qui est désormais

placé par la Fédération Internationale de Football Association (Fifa) sur la tête du Congo. Mais comme si cela ne suffisait pas, il se pose maintenant au plan interne le problème de l'entraîneur-sélectionneur des Diables-Rouges football. La fédération congolaise de football, sur le sujet, a même lancé un appel d'offres concernant seulement les techniciens autochtones.

En définitive, aucun des Congolais n'a répondu aux critères. Or, à en croire la fédération congolaise de Football, l'instance suprême de football à l'échelle planétaire devient de plus en plus regardante sur les hommes habilités à s'asseoir sur le banc des équipes nationales. Ils doivent tous obéir à des conditions précises établies par la Fifa. Or, les entraîneurs congolais souffrent, semble-t-il, d'un défaut de remise à niveau. Ce qui rend la chose extrêmement délicate car, à l'étape actuelle, aucun Congolais, technicien s'entend, n'est qualifié.

Or, de son côté, la tutelle s'obstine à faire la sourde oreille. Pour elle, Isaac Ngata a été jusque-là l'adjoint de Paul Put et, par conséquent, il mérite pleinement de succéder au technicien belge. Voilà pourquoi il a été prescrit à la Fécofoot d'élaborer un contrat en bonne et due forme avec Isaac

Ngata. En tout cas, pour la tutelle, c'est Ngata ou rien. Ainsi, la fédération congolaise de football n'a pas d'autres choix que de se plier car, après tout, l'entraîneur-sélectionneur est à la charge du gouvernement.

Et maintenant, que faut-il attendre des Diables-Rouges à Ndola ?

Depuis toujours, sur leur terre, les Zambiens ont su imposer un football physique, agressif, fougueux et nerveux. Jamais, au grand jamais, les Congolais ne sont parvenus à s'en tirer à bon compte là-bas. Car ce football de combat ne réussit que rarement aux Congolais. Cette fois, c'est Isaac Ngata qui est aux commandes pour tenter de piéger ces indomptables zambiens. Il vient de séjourner en France pour tenter de trouver le profil qu'il lui faut pour défier un adversaire encore invaincu chez lui face au Congo mais pas forcément invincible.

Mais, pour cela il faudrait que la tutelle et la fédération congolaise de football sachent faire la paix des braves pour donner la priorité au Congo. Car la plaie de Marrakech est encore trop fraîche dans la mémoire collective. C'est le temps de sécher nos larmes et, pour les Diables-Rouges, il s'agira de se faire violence pour se racheter par rapport à la trahison de



Le président de la Fécofoot et le ministre des sports

Marrakech.

Il s'agit cependant de coupe du monde où, à l'exception de 1997 quand le Congo avait été éliminé un-extremis par l'Afrique du sud, la réussite fuit les Diables-Rouges. Seulement

en 1997 le Congo était aussi avec la Zambie mais chaque équipe avait gagné dans son pays. Qu'en sera-t-il cette fois ?

Merlin Ebalé

RÉFLEXION

DE QUOI REDOUTER L'HUMILIATION

Il est vrai que le sport congolais, dans son ensemble, se porte très mal en ce moment. Nous avons, depuis un bon moment déjà perdu, l'habitude d'aller au jardin. Car les lauriers ont été coupés. Il ne reste que des plaintes à ne plus finir. On est finalement comme bloqué car, visiblement, il y a panne d'imagination et aussi, sans doute, une vraie volonté de ne pas vaincre la médiocrité. Car, voyez-vous, le pays sort fraîchement d'un naufrage en Angola. Là-bas, les causes du déluge ont été multiples : insuffisance de préparation, absence de sérieux et de motivation, manque d'ambition, etc. D'où le froid actuel entre les athlètes et les autorités. Le Congo, désormais, ressemble à l'abbaye de thélemme où prédomine

le « *Fais ce que voudras* ». Mais voilà que le pays est engagé à la prochaine coupe du monde de handball féminin qu'organisent la Suède et la Norvège. La dernière fois, en Espagne, le Congo avait été la meilleure nation africaine. Il avait même fait mieux que l'Angola. Ce qui n'est pas rien.

Mais cette fois, en avant-goût en Angola dans le cadre des éliminatoires du tournoi olympique, il a pris la raclée devant l'Angola (15-30). Or, d'ici au coup d'envoi de la plus prestigieuse épreuve à l'échelle mondiale, il n'y a plus que seize jours. Mais la préparation, quant à elle, est encore au point mort. L'impression est que l'on se prépare plutôt à une balade touristique. Comme quoi on retombe dans la logique selon laquelle l'essentiel est de participer. Ce qui est

d'ailleurs le refrain de tous les jours alors que les autres, tous les autres, sont déjà passés à autre chose. Car l'y a déjà très longtemps que le baron Pierre de Coubertin est parti. Car maintenant la mode impose à tous le « plus haut, plus vite, plus fort ». C'est, malheureusement, ce que les Congolais ignorent plutôt superbement en s'accrochant obstinément à la chance et au hasard. Les Diables-Rouges handball dames sont donc une équipe que l'on envoie, encore une fois, en pâture comme la dernière fois en Angola. Mais cette fois ce sera probablement pire car c'est l'élite mondiale. Une équipe qui, cette fois, devait être attendue pour avoir bien figuré en Espagne sera comme en train d'aller encore apprendre.

Mais, c'est cela le Congo. Sixième

nation africaine au terme des jeux africains du cinquantenaire en 2015, il s'est retrouvé au bas de l'échelle quatre ans plus-tard à Rabat. L'année prochaine, à Accra, ce sera sûrement pire. Ce qui fait le plus mal c'est que notre pays était promis à un bel avenir au plan sportif au lendemain de l'indépendance. Le fait d'avoir frappé un grand coup en 2015 prouve à suffisance que si nous voulons faire des résultats, on peut les faire. Le seul problème est que nos têtes sont de moins en moins au sport. Même notre évangile hebdomadaire ne suffit plus. Car le fait de remuer continuellement le couteau dans la plaie provoque plutôt l'irritation au lieu de susciter la remise en cause des décideurs. Voilà pourquoi la peur nous envahit quand on pense à la prochaine coupe du monde de handball féminin dans les pays nordiques.

Georges Engouma